COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'EST DE LA SOMME

PROCES-VERBAL

SEANCE DU 14 AVRIL 2025

Date d'affichage et de mise en ligne de la liste des délibérations examinées : 17 avril 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 14 avril, à 18 heures, le Conseil Communautaire de l'Est de la Somme, légalement convoqué, s'est réuni au pôle multifonction de NESLE, sous la présidence de Monsieur José RIOJA, Président.

Etaient présents tous les membres en exercice, à l'exception de MM. ACQUAIRE Alain, BARBIER Marc, BRUCHET Antoine, Mme CHAPUIS-ROUX Elodie, MM. DELVILLE Jean-Pierre, FORMAN Nicolas, LECOMTE Frédéric, LEMAITRE Jean-Pierre, MUSEUX Gérard, RIMETTE Jean-Michel, JOLY Vincent, WISSOCQ Jean-Marc,

M. BARBIER Marc avait donné pouvoir à M. LALOI François.
Mme CHAPUIS-ROUX Elodie avait donné pouvoir à Mme DELEFORTRIE Luciane.
M. JOLY avait donné pouvoir à Mme RIQUIER Julie.
M. LECOMTE Frédéric avait donné pouvoir à M. SALOME André.
M. MUSEUX Gérard avait donné pouvoir à M. FRIZON Hervé.
M. WISSOCQ Jean-Marc avait donné pouvoir à M. SCHIETTECATTE Benoît.

M. ACQUAIRE Alain était représenté par M. ZIENTEK Sébastien, suppléant.
M. LEMAITRE Jean-Pierre était représenté par M. VINCHON André-Patrick.

Secrétaire de séance : Mme LARDOUX Catherine

M. MERLIER Jacques procède à l'appel des Conseillers et énonce les pouvoirs.

Monsieur RIOJA : Je rappelle aux élus de bien vouloir s'annoncer avant de prendre la parole au micro pour faciliter la retranscription par les services.

Je me réjouis de voir une assemblée aussi nombreuse ce soir pour ce Conseil Communautaire. Il est naturel que le vote du budget suscite un intérêt particulier.
Avant d'ouvrir la séance, je souhaite rappeler brièvement les principes qui régissent nos séances, en particulier à l'attention de celles et ceux qui ne seraient pas familiers du fonctionnement de notre assemblée.
Le public est bienvenu pour assister aux débats, mais son rôle doit strictement rester passif : il ne peut ni intervenir, ni perturber les échanges, ni participer aux décisions.
En cas de trouble, je me réserve le droit de prendre les mesures nécessaires, à ma disposition, pour garantir le bon déroulement des débats.

Le Président ouvre la séance.

Monsieur LEGRAND : Merci M. le Président, chers collègues. Je prends la parole ce soir avec un mélange de stupéfaction, de gravité et je l'avoue d'une certaine tristesse. J'ai eu connaissance d'une note de la Communauté de Communes dite interne, adressée à des élus dans la perspective de la réunion de ce soir par le Directeur Général des Services, à la demande de M. RIOJA, Président. Cette note qui a été adressée conjointement à des éléments concernant le budget, développe une argumentation qui soyons clairs, dépasse largement le cadre technique ou administratif. Elle revêt un caractère manifestement politique qui me vise directement. Elle fournit à certains élus des éléments de langages orientés et qui plus est mensongers visant exclusivement à nuire à ma personne et par voie de conséquence à ma commune. Evidemment cette note vise très clairement à influencer les votes de ce soir. La production de cette note qui ne plaide en rien des fonctions d'un agent territorial m'interpelle profondément. Je veux le dire avec fermeté, cette démarche n'a rien à voir avec ce que l'on est en droit d'attendre de l'administration d'une Communauté de Communes. Il est également établi, et je le dis avec prudence mais précision, que d'autres agents administratifs ont pu être mobilisés dans l'élaboration et la diffusion de cette note. Des éléments factuels étayent cette affirmation. Des agents territoriaux auraient sur leurs horaires de travail réalisés cette note avant de procéder à une transmission globale des documents notamment de budget de la Communauté de Communes. Par respect pour ces personnes concernées, je ne les citerais pas nommément ce soir. Ce flou n'est pas un manque d'éléments, je les ai. Mais bien une volonté délibérée de ne pas exposer publiquement ces agents dans un soucis de retenue et de respect de leur situation. Si je me permets d'insister ce soir, c'est parce-que cette situation n'est pas anecdotique. Elle entre en résonnance avec une actualité brûlante. Je vous le dis avec gravité, ce type d'agissement de la part d'élus et d'agents soulève des questions majeures. A l'heure où chacun de nous est tenu à une exigence de transparence, cette utilisation du travail des agents et par conséquent des deniers publics appelle des réponses. Je suis profondément attaché à l'éthique républicaine, au respect des règles et à l'exemplarité dans la gestion publique. Ce n'est pas une posture, c'est une conviction. Je ne prétends pas faire ici un procès d'intention, mais chacun doit comprendre que ce type de dérive même localisé engage notre responsabilité collective. A l'heure où les citoyens doutent, où la confiance dans les institutions vacillent, nous avons un devoir, celui de l'exemplarité. C'est pourquoi, en conscience et compte tenu des obligations légales qui m'incombent, en vertu de l'article 40 du code de procédure pénale, je n'ai d'autres choix que de signaler les faits au procureur de la république. Il appartiendra à la justice de faire toute la lumière, de clarifier les faits et le cas échéant d'en tirer les conséquences. Je le regrette sincèrement mais je ne peux détourner le regard. Merci.

Monsieur RIOJA : Compte tenu du climat délétère entretenu ces dernières semaines sur les réseaux sociaux où mensonges, approximations et insinuations ont été abondamment relayés afin d'attiser les tensions et déstabiliser le processus démocratique de vote des élus communautaire. En tant que Président, garant du bon fonctionnement de notre assemblée, je ne saurais tolérer que des logiques électorales viennent compromettre la liberté de vote des élus. Chacun doit pouvoir exprimer son choix en conscience, sans craindre de représailles ou de mise en cause publique. Pour préserver la sérénité de nos débats, je propose que tous les points soient soumis à un vote à bulletin secret. Pour ce faire, il est nécessaire que le tiers des membres présents y soient favorables. C'est pourquoi je demande un vote à main levée pour accepter ce vote à bulletin secret.

Monsieur DEMULE : M. le Président, merci beaucoup, chers collègues, je suis surpris de cette proposition qui m'oblige quelque part, si le vote à lieu à bulletin secret à exprimer de vive voix mon sentiment notamment sur la délibération qui sera la plus importante de la soirée et la plus importante de la mandature. Il s'agit du point 10 sur l'adoption des taux d'imposition puisqu'il est proposé par le Président et son bureau, une augmentation de 114 % de la part intercommunale de la taxe foncière bâtie, non bâtie, cotisation foncière des entreprises et taxe d'habitation sur la résidence secondaire. Pour un administré de NESLE, cela représente une augmentation de 10 %. La proposition du bureau, découle d'un déficit de fonctionnement structurel puisque l'on a 759 000.00 € de déficit de fonctionnement sur l'exercice 2024, 410 000.00 € de déficit sur l'exercice 2023, 327 000.00 € de déficit sur l'exercice 2022, Il semblerait d'après les informations des techniciens que ce déficit soit structurel depuis la fusion des deux Communautés de Communes du pays Hamois et pays Neslois. Soit sur les 3 dernières, c'est un million et demi de déficit de concret. Face à cela, une proposition du Président et de son bureau, qui fait suite à deux années de réunions, commissions finances, conférence des maires où nous avons pu échanger sur ce sujet et lors de ses conférences des maires, j'ai toujours eu la même ligne de conduite. A savoir pas de compétences remises aux communes, je pense en l'occurrence au SDIS qui est un coût je le reconnais d'un peu moins de 600 000.00 € pour l'intercommunalité, mais c'est quand même un coup de 8.00€ par habitant pour chacune de nos communes. Il y a aussi le crédit espaces verts, c'est un sujet très cher à Pierre, de ce côté-là j'étais plus ou moins rassuré, même s'il y a tout de même la suppression de certain dispositif. Je pense notamment aux fonds de concours bâtiments et voiries en faveur des communes. Et deuxième point, une hausse de la fiscalité à hauteur de 2 millions d'euros, je ne reviens pas dessus, on connait les chiffres, ils ont été à la une de la presse : 114 % d'augmentation de la part intercommunale. Face à cela, ma ligne de conduite a toujours été la même, celle de m'opposer à toute hausse des impôts intercommunaux. Je l'ai toujours exprimé en conférence des maires. Dans ce sens, et en conscience avec moi-même, notamment avec l'engagement que j'avais pris face à mes électeurs en 2020, dans mon document de campagne, il était écrit que je n'augmenterai pas la pression fiscale sur les électeurs de ma commune. Je ne l'ai pas fait comme maire, de 2020 à aujourd'hui, les impôts communaux n'ont pas été augmenté. Par conséquence je ne voterai pas pour l'augmentation des taux intercommunaux. Concernant votre vote à bulletin secret, je n'y suis pas forcément opposé pour permettre aux élus qui ne pensent pas comme moi, qui ne voteront pas comme moi, de voter sereinement en leur âme et conscience, il est vrai que les mots que j'ai pu voir sur les réseaux sociaux, certes minoritaires, on peut s'en réjouir malgré tout. Mais tout de même, il y avait des mots et messages assez haineux. Face à cela je ne suis pas opposé à voter à bulletin secret. En conclusion, sachez M. le Président, que je ne voterai pas pour la hausse des impôts intercommunaux.

Monsieur RIOJA : Merci M. le Maire, nous prenons acte de votre décision qui a au moins le mérite d'être claire. Passons au vote à main levée pour le vote à bulletin secret :

Qui est pour le vote à bulletin secret ?
Je vous annonce que les votes se feront à bulletin secret.

Monsieur DEMULE : Sauf erreur de ma part, en 2023, nous avions à l'époque, plusieurs élus avaient demandé de voter à bulletin secret, sur chaque délibération et non pas un seul vote pour l'entièreté des délibérations, ce qui me semblait logique en 2023 doit l'être ce soir.

Monsieur RIOJA : Le règlement a changé et par conséquent je ne peux pas le faire. Et il a été voté en plus.

Monsieur ZOIS : M. le Président, j'ai bien compris ce que vous vouliez faire, une fois n'est pas coutume, vous nous surprenez, on arrive souvent, il y a des décisions sur table qui ne passent pas au vote souvent lorsque vous n'êtes pas sûr de l'équipe. La dernière fois, nous avons eu une suspension d'un point, 10 secondes avant qu'il soit expliqué et voté. Une fois de plus, Phrase incompréhensible.
Par contre là, c'est effarant. J'ai quand même l'impression qu'elle peut quand même mettre certaines personnes en danger. C'est pourquoi, j'ai besoin d'une suspension de séance. M. le Président je vous demande une suspension de séance immédiate ?

Monsieur RIOJA : Je n'autorise pas cette suspension de séance.

Monsieur ZOIS : Je n'en espérais pas moins M. le Président.

2025-35
PETITE ENFANCE
ACQUISITION DES PARCELLES ZT 118, ZT 122 ET ZT 116 SITUEES A MONCHY-LAGACHE

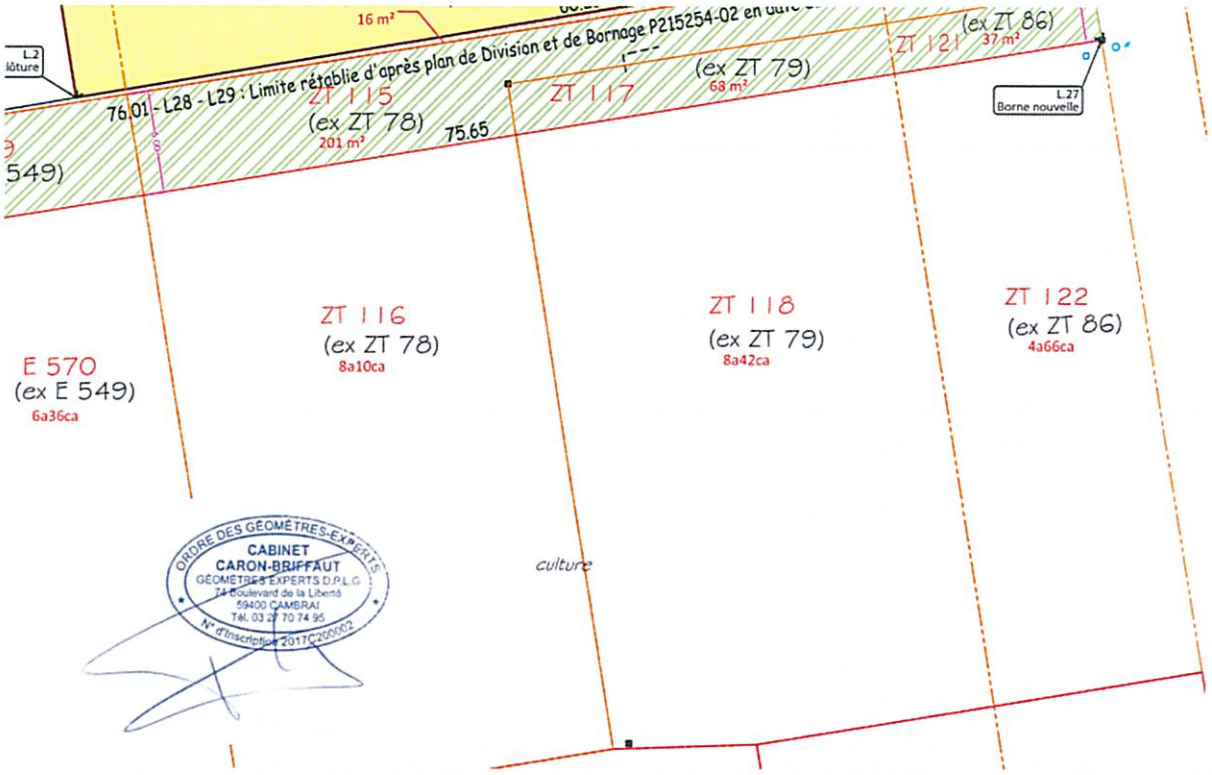
Dans le cadre de sa politique de développement des services à la petite enfance, la Communauté de Communes de l'Est de la Somme (CCES) souhaite implanter une micro-crèche sur la commune de Monchy-Lagache. Afin de permettre la réalisation de ce projet, il est nécessaire d'acquérir les parcelles cadastrées ZT 118, ZT 122 (anciennement ZT 79 et ZT 86) et ZT 116 (anciennement ZT 78), représentant une superficie totale de 2 118 m². La commune de Monchy-Lagache, propriétaire des terrains, a proposé une cession à titre symbolique pour un montant total de 1 € HT.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que la CCES souhaite acquérir les parcelles ZT 116 (810m²), ZT 118 (842m²) et ZT 122 (466²), d'une superficie totale de 2 118 m², situées à Monchy-Lagache pour l'implantation d'une micro-crèche,

Vu la délibération du conseil municipal de Monchy-Lagache en date du 30 juillet 2024, approuvant la cession desdites parcelles à la CCES,

Considérant que le prix total d'achat est fixé à 1€ HT,



Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 36 voix pour, 23 voix contre,

. approuve l'achat des parcelles ZT 116, ZT 118 et ZT 122 situées à Monchy-Lagache, d'une superficie totale de 2 118m², à la commune de Monchy-Lagache, pour un montant total de 1€ HT.

. précise que ces parcelles seront rétrocédées, au même prix, à la commune de Monchy-Lagache en cas de non-réalisation du projet. La communauté de communes prendra alors à sa charge les frais notariés.

. autorise le Président ou le Vice-Président Jean-Marc WISSOCQ à signer tout acte nécessaire à l'acquisition de la parcelle et à prendre toutes les mesures pour l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 18 avril 2025

Pouvoir de M. RIMETTE Jean-Michel remis à M. MERLIER Jacques.

2025-36
GRILLE TARIFAIRE - LOCATION DE LA SALLE VISIOCONFERENCE SITUÉE 6 BOULEVARD DE L'AVENIR À NESLE

Dans le cadre de ses compétences en matière de gestion du patrimoine bâti, la Communauté de Communes de l'Est de la Somme s'attache à optimiser l'usage de ses équipements immobiliers et à les mettre au service du territoire.

Début 2025, la Communauté de Communes a finalisé l'aménagement d'une salle de visioconférence située au 6 boulevard de l'Avenir à Nesle, d'une surface de 123 m². Cette salle est équipée de matériel adapté (vidéoprojecteur, connexion internet, micros, etc.) et dispose d'un sas d'entrée, de sanitaires et d'un office.

Afin de valoriser cet équipement et d'en permettre l'accès à des structures extérieures ou partenaires, il est proposé de mettre cette salle à disposition à la location, selon une grille tarifaire définie par la présente délibération.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Considérant la compétence « développement économique » exercée par la Communauté de Communes de l'Est de la Somme,

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 16 juillet 2017 autorisant le Président à conclure des conventions de location de locaux appartenant à la collectivité,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 47 voix pour, 11 voix contre et 2 abstentions,

. approuve la mise en location de la salle visioconférence située 6, boulevard de l'Avenir à Nesle,

. fixe les tarifs de location applicables comme suit :

- 250€ TTC demi-journée (8h-13h ou 13h-18h)
- 500€ TTC journée (8h-18h)

. autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

. autorise le Président à signer tous les documents afférents à la gestion de ce local et à sa location.

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 18 avril 2025

INFORMATION

Présentation des indemnités des Elus pour l'année 2024

2025-37
HABITAT
CRÉATION D'UNE GRILLE TARIFAIRE POUR LES EMPLACEMENTS LOUÉS LORS DE L'ÉVÉNEMENT EST SOMM'EXPO

Dans le cadre du pacte territorial France Rénov' de l'Est de la Somme, la CCES prévoit d'organiser un événement visant à promouvoir et à sensibiliser les habitants aux enjeux liés à l'habitat.

Afin de mutualiser les coûts, il a été décidé d'intégrer à ce projet un salon de l'artisanat local. Ainsi, cet événement populaire, mettant en valeur l'habitat (dominante) et l'artisanat local, sera baptisé EST SOMM'EXPO et se déroulera le 5 octobre 2025 à La Nouvelle Scène.

Il est rappelé que cet événement bénéficie d'une subvention couvrant 50 % des coûts, attribuée par l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH).

	Stand 4m² *(2 chaises, un desk)*	**Stand 8m²** *(4 chaises, 2 desk)*	**Electricité**	**Mobilier supplémentaire** *(chaise, desk, grille d'exposition)*
Entreprise non-domiciliée sur le territoire communautaire	100€ TTC	200€ TTC	10€ TTC	2€ TTC
Entreprise domiciliée sur le territoire communautaire *(5 salariés et plus)*	50€ TTC	100€ TTC	5€ TTC	2€ TTC
Petite entreprise domiciliée sur le territoire communautaire *(moins de 5 salariés)*	10€ TTC	20€ TTC	5€ TTC	2€ TTC
Partenaire (association du territoire, structures publiques, etc.)	Gratuit	/	Gratuit	Gratuit

Vu le Code général de collectivités territoriales,

Vu la compétence communautaire « politique du logement et du cadre de vie »,

Vu le Pacte territorial PIG France Rénov' de l'Est de la Somme,

Le Conseil communautaire,
Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 54 voix pour, 6 voix contre,

- approuve la grille tarifaire proposée,
- précise que les recettes seront enregistrées sur le budget annexes La Nouvelle Scène par l'intermédiaire de la régie mixte de la Nouvelle Scène.
- autorise le Président à prendre toutes les mesures et à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'exécution de ce projet.

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 24 avril 2025

2025-38
CULTURE
MODIFICATION DES TARIFS DE CONSOMMATION DU BAR DE LA NOUVELLE SCENE

Vu le Code Général des collectivités territoriales,

Vu la compétence culturelle de la collectivité,

Vu la délibération n°2024-38 en date du 21 mars 2024 relative à la fixation de tarifs de consommation pour le bar de La Nouvelle Scène,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 49 voix pour, 10 voix contre, 1 n'a pas participé au vote,

. abroge la délibération n°2024-38 en date du 21 mars 2024,

. autorise le Président à appliquer la nouvelle grille tarifaire pour les consommations du bar de La Nouvelle Scène annexée à la présente délibération,

. autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'application de la présente délibération,

TARIFS CONSOMMATION BAR NOUVELLE SCENE

BIERES	25cl	50cl
Blonde	3,00 €	5,50 €

Blanche	3,00 €	5,50 €
Rouge	3,50 €	6,50 €
Panaché	3,00 €	
Locale	3,50 €	6,50 €

Cidre - 12,5cl	Brut / Doux	2,50 €
Vin - 12,5cl	Rouge	2,50 €
	Rosé	
	Blanc	
Coupe 12 cl	Champagne	7,00€
Bouteille 75cl	Champagne	35,00 €
Coupe 12cl	Méthode champenoise	5,00€
Bouteille 75 cl	Méthode champenoise	25,00€
Soft (sans alcool) Service au verre de 25 cl	Limonade	2,00 €
	Jus de fruits	
	Diabolo	
	Sodas	
	Sirop à l'eau	1,50 €
	Petite bouteille d'eau	1,00 €
Boissons chaudes	Café / Thé	1,00 €
	Chocolat chaud	2,00 €

Planche salée	10,00 €
Planche sucrée	5,00 €
Crêpe/Gaufre nature ou sucrée	1,50 €
Crêpe/Gaufre chocolat ou confiture	2,00 €
Croque-monsieur	2,00 €
Sandwich (1/2 ou 1/3 de baguette)	3,00 €
Hot Dog	3,00 €
Panini	4,50€

Tarifs TTC – Fûts de bière (6l)
Ce service est une option proposée lors des locations de salle uniquement.

Fût avec tireuse	**40,00€**
Coût du remplacement de la tireuse	**250,00€**

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 18 avril 2025

2025-39
TARIFS APPLICABLES EN MATIERE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF – ANNEE 2025

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 2017-135 du 20 novembre 2017 arrêtant les statuts et compétences de la CCES ;

Vu les termes de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2018 reconnaissant les statuts de la CCES ;

Le Conseil communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 49 voix pour, 11 voix contre,

- approuve les tarifs suivants relatifs à l'Assainissement Non Collectif pour l'année 2025:

- Redevance annuelle : **25 € HT / an / installation (tarif inchangé) ;**
- Contrôle de conception des installations d'assainissement non collectif (construction ou réhabilitation – Permis d'assainir) : **120 € HT (tarif inchangé) ;**
- Contrôle de réalisation des installations d'assainissement non collectif (construction ou réhabilitation – Permis d'assainir) : **45 € HT (tarif inchangé) ;**
- Contrôle de conformité des installations d'assainissement non collectif (dans le cadre de cession immobilière pour lesquelles le dernier contrôle date de plus de 3 ans ou réalisé hors campagne communale) : **150 € HT (tarif inchangé) ;**
- Pénalité pour absence répétée ou refus de visites. Pénalité fixe en supplément de la redevance annuelle : **200 € HT (tarif inchangé) ;**
- Pénalité pour la non mise en conformité suite à cession immobilière. Le montant de la pénalité est évolutif afin d'inciter l'usager à la réalisation des travaux conformément au rapport émis dans le cadre de la cession immobilière :
  - Année n+1 suivant la cession : **330 € HT (tarif inchangé)**
  - A partir de l'année n+2 : **825 € HT (tarif inchangé)**

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 18 avril 2025

2025-40
RECOURS À UNE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF APPROBATION DU PRINCIPE ET LANCEMENT DE LA PROCÉDURE

La Communauté de Communes Est de la Somme (CCES) exerce, depuis le 1er janvier 2019, la compétence "Assainissement collectif" sur son territoire. Les contrats d'exploitation en cours pour ce

service public arriveront à échéance le 31 décembre 2025. Dans ce cadre, la CCES doit définir un mode de gestion garantissant la continuité, l'efficacité et la qualité du service d'assainissement collectif.
Compte tenu des enjeux financiers, techniques et réglementaires, ainsi que des investissements nécessaires pour assurer une gestion optimale du service, il est proposé de recourir à une concession de service public. Ce mode de gestion permettrait à la collectivité de s'appuyer sur l'expertise et les moyens techniques et financiers d'un opérateur spécialisé, tout en maintenant un contrôle stratégique sur la délégation du service.
Aussi, la présente délibération vise à approuver le principe de la concession de service public pour l'assainissement collectif et à autoriser le lancement de la procédure de mise en concurrence en vue de la sélection d'un concessionnaire.

Le Conseil Communautaire,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 1411-1 et suivants, R. 1411-1 et suivants relatifs aux délégations de service public,
Vu le Code de la commande publique, notamment les articles L. 1121-1 à L. 1121-4 et R. 3121-1 et suivants,
Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 relatifs aux services publics d'assainissement collectif,
Vu la délibération n° 2017-135 du 20 novembre 2017 arrêtant les statuts et compétences de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme ;
Vu les termes de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2018 reconnaissant les statuts de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme en matière d'assainissement sur son territoire ;
Vu le transfert de la compétence « Assainissement » à la CCES à compter du 1er janvier 2019 ;

CONSIDÉRANT :

- Que la Communauté de communes Est de la Somme exerce la compétence d'assainissement collectif conformément à ses statuts ;
- Que les contrats d'exploitation pour le service public d'assainissement collectif de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme arrivent à échéance le 31 décembre 2025 ;
- L'importance des investissements et des compétences techniques spécifiques requises pour assurer la continuité, l'efficacité et la qualité du service public d'assainissement collectif ;
- Que le rapport de présentation annexé à la présente délibération expose la démarche et les motifs du choix présenté en commission « Assainissement » en date du 27 mars 2025, et présente les caractéristiques principales du mode de gestion proposé et des prestations attendues du délégataire ;
- Que le recours à une concession de service public permettra à la collectivité de bénéficier de l'expertise, de l'efficacité et des moyens techniques et financiers d'un opérateur spécialisé pour exploiter et entretenir les ouvrages et installations d'assainissement ;
- Que la procédure de concession sera menée dans le respect des principes de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures ;
- Qu'il appartient alors au Président de la CCES de lancer à cette fin la procédure de publicité et de mise en concurrence prévue aux articles L. 1411-1 et R. 1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Vu la décomposition des prestations suivantes :

1. **Volet patrimonial**

❖ Réalisation d'une analyse détaillée du patrimoine dès la première année :

- Utilisation de fiches patrimoniales types fournies dans les documents de consultation pour les stations d'épuration (STEP), les postes de relèvement ou refoulement (PR) et les bassins d'orage ;
- Présentation d'une analyse complète des réseaux en termes de diamètres et de matériaux, avec un contrôle statistique ;
- Mise en place d'un Système d'Information Géographique (SIG) intégrant l'ensemble des données historiques (points noirs, curage préventif, inspections télévisées (ITV), réparations, etc.) ;
- Recherche et engagement de réduction des eaux claires parasites ;
- Amélioration de l'indice global de connaissance du patrimoine sur la durée du contrat.

2. Volet collecte et transport des eaux usées :

- Surveillance, bon fonctionnement, entretien et réparations de l'ensemble des ouvrages, installations et canalisations :
  - Entretien des ouvrages de génie civil ;
  - Fonctionnement, entretien et réparation des équipements ;
  - Entretien des canalisations et ouvrages accessoires ;
  - Renouvellement des équipements hydrauliques et électroniques des postes de relèvement et de refoulement, ainsi que des systèmes de télégestion ;
  - Surveillance et connaissance des installations ;
  - Autosurveillance des réseaux ;
  - Contrôles et suivi des raccordements.

- Réalisation de travaux de renouvellement :
  - Renouvellement des branchements si nécessaire
  - Renouvellement électromécanique des postes de relèvement ou refoulement.

3. Volet traitement des eaux usées :

- Surveillance, bon fonctionnement, entretien et réparations des ouvrages, installations et canalisations :
  - Exploitation, entretien, surveillance et réparations des ouvrages et bâtiments de l'unité technique ;
  - Exploitation, entretien, surveillance et réparations des ouvrages de la plate-forme de stockage des boues ;
  - Évacuation et suivi des sous-produits.

- Réalisation de travaux de renouvellement électromécanique.

4. Volet gestion des usagers :

- Facturation de la redevance d'assainissement collectif (par convention avec les services d'eau potable) ;
- Application du règlement de service ;
- Interventions d'urgence auprès des usagers ;
- Contrôle de conformité des installations en domaine privé dans le cas où la collectivité ne peut le réaliser par ses propres moyens (installations neuves et ventes immobilières) ;
- Accueil et information des usagers.

5. Les investissements à réaliser :

- Mise en sécurité des ouvrages ;
- Mise en place d'un fonds de travaux estimé à environ 40 000 € par an ;
- Mise en place d'un plan de renouvellement programmé et d'une garantie estimés à environ 140 k€/an ;
- Remise à niveau de la filière boues de la station d'épuration d'Eppeville, estimée à environ 100 000 € d'investissements ;
- Mises à niveau de la STEP de Nesle estimé à environ 100 000 € d'investissement, incluant :
    - Déploiement de détecteurs de H_2S ;
    - Optimisation de la gestion des effluents industriels.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 38 voix pour, 16 voix contre et 6 abstentions,

ARTICLE 1 : approuve le principe du recours à une concession de service public pour la gestion et l'exploitation du service public d'assainissement collectif sur le territoire de la Communauté de communes Est de la Somme.
ARTICLE 2 : autorise le Président à lancer la procédure de concession conformément aux dispositions prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales et le Code de la commande publique, notamment par l'organisation d'une consultation publique.
ARTICLE 3 : fixe la durée de la future concession à une période permettant l'amortissement des investissements réalisés, estimée à 10 ans, à compter du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2035.
ARTICLE 4 : autorise le Président à accomplir toutes les démarches nécessaires et à signer tous documents afférents à cette procédure de concession, y compris la publicité réglementaire, l'appel à candidatures et toutes les correspondances y afférentes.
ARTICLE 6 : inscrit les dépenses relatives à la procédure de concession au budget annexe communautaire, dans les conditions réglementaires prévues par le Code général des collectivités territoriales.
ARTICLE 7 : charge le Président de l'exécution de la présente délibération.
ARTICLE 8 : La présente délibération fera l'objet d'une publication et d'une transmission au contrôle de légalité dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 18 avril 2025

2025-41
CENTRE SOCIAL
MODIFICATION DE LA TARIFICATION POUR LA LOCATION DES LOCAUX

La délibération n°2018-59, en date du 12 décembre 2018, avait fixé les modalités de tarification pour la location des locaux du centre social intercommunal de l'Est de la Somme. Ce tarif, établi à 1 €/heure pour les

organismes, institutions, collectivités ou associations proposant un service public, n'a pas été réévalué depuis son adoption. Afin de mieux couvrir les coûts liés à l'entretien, à la gestion et à l'utilisation des équipements, et en cohérence avec les évolutions économiques, il est proposé de réévaluer ce tarif horaire à 1,50 €/heure. Cette révision tarifaire n'impacte pas les conditions de mise à disposition gratuites déjà prévues pour certains partenaires privilégiés, dont l'association Centre social intercommunal de l'Est de la Somme et la Caisse d'Allocations Familiales.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme,

Vu la délibération n°2018-59 du 12 décembre 2018 fixant les modalités de tarification pour la location des locaux du centre social,

Considérant la nécessité d'actualiser les tarifs en tenant compte des charges croissantes de fonctionnement,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 46 voix pour, 11 voix contre, 2 abstentions et 1 n'a pas pris part au vote,

. modifie les dispositions tarifaires de la délibération n°2018-59 en ce qui concerne la tarification pour les organismes, institutions, collectivités ou associations proposant un service public, qui sera désormais fixée à 1,50 € par heure d'occupation ;

. maintenir inchangées toutes les autres dispositions de la délibération

. autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 18 avril 2025

2025-42
GEMAPI
FIXATION DU PRODUIT ATTENDU DE LA TAXE GEMAPI POUR 2025

Madame POLIN : La taxe GEMAPI sert à l'entretien et réfection de vos rivières essentiellement sur le Pays Hamois, c'est l'étude qui a été faite initialement car elle n'a jamais été réévaluée à un tarif supérieur.

Vu la Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (dite Loi "MAPTAM"), notamment ses articles 56 à 59 ;

Vu la Loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite Loi "NOTRe"), notamment ses articles 64 et 76 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L5214-16 et L5214-21 ;

Vu les articles L1530 bis et L1639 A bis du Code Général des Impôts ;

Vu les missions définies au 1°, 2°, 5° et 8° du I de l'article L211-7 du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 mai 2018 approuvant les statuts de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme ;

Vu la délibération du 13 septembre 2018 relative à l'instauration de la Taxe pour la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI).

EXPOSE

La Communauté de Communes de l'Est de la Somme, compétente sur 4 alinéas de la politique GEMAPI, dont elle a transféré le 1er à l'EPTB AMEVA, par délibération du 1er février 2018, a institué la taxe GEMAPI dont le produit doit être exclusivement dédié au financement des charges de fonctionnement et d'investissement.

Il convient d'en fixer le produit attendu.

Conformément à l'article L1530 bis du CGI, le produit de cette taxe doit être arrêté par délibération et son montant doit être au plus égal au montant annuel prévisionnel des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI.

Il est rappelé que la taxe GEMAPI est plafonnée à un équivalent de 40 € par habitant et par an, sur la base de la population DGF qui est, pour la CCES, de 19 829 habitants, soit un plafond total de 793 160 €.

Pour assurer cette compétence, il sera nécessaire d'assumer les charges suivantes :

- La rémunération d'un agent administratif (0,25 ETP) qui a en charge le suivi administratif et comptable des opérations, ainsi que du Directeur du Pôle Développement Durable (0,125 ETP) qui organise et supervise les missions du service
- Le financement des travaux d'entretien et de restauration nécessaires.

Ainsi, le taux estimé serait calculé en prenant le produit attendu pour couvrir les charges, soit une dépense évaluée à 115 000 €.

Le Conseil communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 38 voix pour, 19 voix contre, 2 abstentions et 1 n'a pas pris par au vote,

- arrête le produit attendu de la taxe GEMAPI pour l'année 2025 à la somme de 115 000 €,
- autorise Monsieur le Président à prendre toute décision et à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution du présent projet de délibération.

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 18 avril 2025

2025-43
FINANCES
FONGIBILITE DES CREDITS 2025

L'instruction budgétaire et comptable M57 donne la possibilité à l'exécutif, sur autorisation de l'assemblée délibérante, de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

Cette fongibilité permet d'ajuster, dès que le besoin apparaît, la répartition des crédits sans modifier le montant global des sections, contribuant ainsi, à améliorer l'efficacité de l'exécution budgétaire.

Dans ce cas, le président informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

Ainsi, il est proposé au Conseil communautaire d'autoriser le Président à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section et à signer tout document s'y rapportant.

****

Vu l'article L.5217-10-6 du code général des collectivités territoriales,
Vu l'arrêté du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,
Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2023-164 en date du 28 septembre 2023 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57 développée au 1er janvier 2024,

Ceci étant exposé,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 44 voix pour, 14 voix contre, et 2 n'ont pas pris part au vote,

. autorise le Président à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections (fonctionnement et investissement),

. donne tous pouvoirs à Monsieur le Président à prendre toutes les dispositions ainsi qu'à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 18 avril 2025

2025-44
ADOPTION DES TAUX D'IMPOSITION 2025

Monsieur SCHIETTECATTE : Je souhaite maintenant attirer votre attention sur un point important : si cette délibération était rejetée, nous serions dans l'incapacité de voter ensuite le budget primitif du budget principal, ainsi que ceux des budgets annexes La Nouvelle Scène, du Centre aquatique et Déchets, qui dépendent tous de subventions d'équilibre versées par le budget principal. Ainsi les points n°22, 25, 26 et 27 ne pourront pas être soumis au vote.
J'ajoute que contrairement à certaines affirmations relayées de manière insidieuse, le non-vote du budget ne conduit en aucun cas à la reconduction automatique de celui de l'année précédente.
En effet, en application des articles L. 1612-2 et L. 1612-8 du CGCT, l'absence de vote du budget ou le défaut de transmission du budget au représentant de l'État dans l'arrondissement, impose une saisine de la chambre régionale des comptes (CRC) qui formule, dans le délai d'un mois, des propositions pour le règlement du budget de la collectivité. Le représentant de l'État règle alors le budget et le rend exécutoire.
Autrement dit, nous, élus communautaires, perdrions notre pouvoir de décision budgétaire. Et les mesures imposées pourraient être plus strictes, voire plus contraignantes que celles que nous envisageons aujourd'hui.
Compte tenu des excédents de fonctionnement encore disponibles, si la hausse modérée des taux était aujourd'hui rejetée, il est fort probable que la Chambre régionale des comptes, une fois saisie, procède à des arbitrages a minima, en venant puiser davantage dans notre épargne. Cela ne ferait que repousser l'échéance tout en aggravant la situation financière de la collectivité.
Je le répète avec gravité : dès 2027, la collectivité sera confrontée à de réelles difficultés pour équilibrer sincèrement ses budgets, car notre épargne sera devenue insuffisante. Et dès 2028, cette épargne aura disparu, entraînant une incapacité réelle à construire un budget équilibré.
La CRC, à ce stade, n'aura d'autre choix que de recommander des mesures autrement plus drastiques : soit un recentrage strict sur les compétences obligatoires, avec l'abandon pur et simple des compétences facultatives, soit une augmentation brutale de la fiscalité. Dans ce scénario, il ne s'agirait plus d'une hausse de 2 millions d'euros, mais de plus de 4 millions, comme cela a été clairement rappelé lors des commissions finances, des conférences des maires et des groupes de travail.
Je ne cherche pas ici à agiter le spectre de la peur, ni à influencer vos décisions. Ce qui m'importe, c'est d'exposer la réalité, posément, avec lucidité. Pour que demain, nul ne puisse dire qu'il ne savait pas.

Monsieur RIOJA : Mesdames, Messieurs en vos grades et qualités, Mesdames, Messieurs, Je cite :
« On va devoir encore payer pour les errances de ces bouffons »
« Il suffit d'aller à une réunion de la com de com pour voir nos élus être achetés pour qu'ils appuient sur le bouton vert »,
« Un château à 500 000 euros pour placer leur popotin de branleurs et des magouilles et compagnie »
Je vous épargne le reste de ce long florilège de commentaires aussi nauséabonds que stériles, attisés même depuis plusieurs années par certains élus qui, pour des raisons électoralistes, ont préféré attiser la haine et jeter le discrédit sur la CCES tout en obtenant toujours davantage de la communauté de communes.
Aujourd'hui, nous sommes face à cette situation déplorable pour tous où chaque élu communautaire a le choix entre deux voies :
D'un côté, la voie des commentaires haineux, où la diffusion de fausses informations est érigée en action de campagne électorale,
De l'autre, la voie du courage, où l'intérêt général nécessite parfois de prendre des mesures impopulaires.
L'augmentation d'environ 12% des impôts fonciers et de la CFE par rapport à 2022 n'est, ni une décision facile, ni une décision populaire.
Oui, cette décision n'est pas prise avec gaieté de cœur,
Oui, cette hausse va avoir un impact pour tous les propriétaires de l'Est de la Somme.
Oui, nous n'aurions pas dû écouter l'opposition et abaisser les taux en 2023. Cette décision provoque aujourd'hui le besoin d'augmenter les impôts.
Je le dis avec regret, mais aussi avec franchise : certains élus ici présents, qui s'érigent aujourd'hui en principaux opposants à cette mesure pourtant nécessaire pour l'avenir de notre territoire, sont les mêmes qui, dans leur propre commune, avaient choisi d'augmenter les impôts fonciers de 19,56 % en 2021 alors même qu'ils s'étaient pourtant engagés dans leur campagne à ne pas augmenter les impôts.
À l'époque, ils invoquaient — je cite — « le courage politique », soulignant que ce n'est jamais le bon moment, surtout en pleine crise ». Ces mots sont les leurs.
Ils ajoutaient même que cette hausse ne concernerait « que 52 % des habitants », en rappelant que les locataires, non-propriétaires, ne sont pas assujettis à la taxe foncière.
Alors je pose la question : où est la cohérence ? Où est le sens de l'intérêt général ?
Néanmoins, l'heure n'est plus à regarder dans le rétroviseur. Vous le savez, je ne me représenterai pas à la tête de la CCES. Ce choix, je l'ai pris depuis plusieurs mois avec le même esprit que celui qui m'a amené à me présenter en 2020 : Garantir le développement de notre territoire via des finances saines.
Vous comprendrez donc aisément que je ne peux pas considérer qu'un déficit de 759 049 € soit satisfaisant, surtout lorsque le déficit structurel de fonctionnement, largement démontré par les services, mettront en péril l'exercice des compétences de la collectivité, et ce dès 2017.
Bien sûr, j'aurais pu adopter la facilité et faire comme si de rien n'était, en terminant le mandat sans avoir tiré la sonnette d'alarme sur la réalité de la situation budgétaire et sans augmenter les impôts :
L'épargne aurait continué à fondre sans que les habitants ne s'en rendent compte,
J'aurais pu même avoir le bon rôle en acceptant les investissements, souvent demandés par les mêmes élus et certaines associations qui critiquent les dépenses,
Ainsi, nous aurions laissé les problèmes à la prochaine mandature alors que le point de non-retour aurait déjà été franchi.
Mais, j'ai préféré choisir, pendant qu'il est encore temps, la voie de la responsabilité et de l'intérêt général au service du territoire, et j'en assume l'impopularité.
Tout a été fait pour éviter l'augmentation des impôts. Les élus ont été abondement informé de la situation financière il y a maintenant plus de 2 ans. A l'issue d'innombrables commissions, groupes de travail finances, conférences des maires, aucun consensus n'en est ressorti. Certains ont même préféré mettre en cause l'intégralité et l'expertise des services en réclamant un audit externe — coûteux, moins précis, et destiné avant tout à retarder les décisions plutôt qu'à affronter la réalité.

Ceux qui aujourd'hui s'empressent de clamer haut et fort qu'ils n'ont pas eu suffisamment d'informations ou de temps pour prendre des décisions sont les mêmes qui n'ont proposé aucune piste de réflexion valable, préférant défendre leurs intérêts communaux et s'accrochant désespérément à leurs acquis alors même que le bloc communal et le principe de solidarité qui doit prévaloir, lui, se meurent.
Nous avons d'un côté une ville-centre qui se félicite d'une bonne gestion en affichant des excédents de plus de 3 millions d'euros mais qui sollicite toujours plus de fonds de concours et de subventions à l'intercommunalité, alors qu'au même instant, des petites communes souffrent de la baisse continue des dotations de l'Etat et que l'intercommunalité ne peut plus aider faute de moyen.
Pour ce budget 2025, durant des mois, les services communautaires ont exploré toutes les économies possibles :
-142 000 € en gestion interne, - 123 000 € de charges de personnel du fait de la suppression de 8 postes non remplacés. Ces économies ont été rendues possibles par un effort sans précédent sur l'organisation et la répartition des missions, - 1 981 044 € en investissement,
Deux mots, peut-être, sur les investissements programmés pour 2025 qui ont été scrupuleusement étudiés pour répondre à un principe simple : assurer le juste nécessaire pour l'entretien du patrimoine, la continuité du service public et préparer l'avenir.
Tout d'abord, lorsque j'entends, ici ou dans la presse, que « nous marcherions sur la tête » parce que nous prévoyons, par exemple de poursuivre le projet de renouvellement de la signalétique, les bras m'en tombent !
Je tiens à vous rappeler que la communauté de communes a travaillé justement sur ce programme en réponse à la demande exprimée par le maire de Ham lors du comité de projet Petites villes de demain du 4 mai 2023 et qui s'inscrit très clairement dans la fiche n°8 de leur programme d'actions.
Par souci de mutualisation, comme à chaque fois que cela est possible, la communauté de communes a collaboré étroitement avec la commune de Ham, en les associant à chaque étape du projet afin de prendre en charge cette fiche action, qui revenait initialement à la commune.
Oui, il s'agit d'un investissement de 200 000 €, mais la mairie de Ham a oublié de préciser qu'il est subventionné aux deux tiers, grâce à l'aide du Département dans le cadre de l'appui aux intercommunalités.
Ce projet est une opportunité concrète de renforcer l'identité et la cohésion de notre territoire. Je m'étonne donc que le maire de Ham conteste aujourd'hui un programme qu'il a lui-même contribué à lancer, et qui incarne précisément les valeurs qu'il défend régulièrement dans ses prises de parole.
Encore une fois : où est la cohérence et le sens de l'intérêt général ?
Ensuite, concernant le projet de micro-crèche.
Nous avons maintenu cet investissement au budget pour une raison simple : il répond à un besoin réel.
Ce point a été largement démontré : le manque de places dans les modes d'accueil est un frein au développement du territoire.
La petite enfance, c'est l'avenir du territoire.
Et sans solutions de garde, pas de nouvelles familles, pas de maintien des écoles, pas de dynamisme local.
Je le redis clairement : je ne me résoudrai pas à voir des classes fermer ou des centres-bourgs se vider.
C'est pourquoi la micro-crèche reste dans nos priorités.
Mais, et je le réaffirme : ce projet ne se fera que si nous obtenons 80 % de subventionnement.
L'argument que nous dépenserions trop est fallacieux, et n'explique en rien les difficultés financières structurelles de la CCES. Même en exploitant toutes les pistes de réductions des coûts, nous n'arriverions pas à équilibrer notre budget sans avoir recours à l'épargne.
Parce que la vérité du problème est très simple : la CCES doit gérer beaucoup de compétences (centre aquatique, assainissement, déchets, culture, crèches, bâtiments et terrains sportifs, etc.) que les communes ne souhaitent ou ne peuvent pas récupérer. Sauf que l'accumulation de ces prérogatives au service de 41 communes nécessite des dépenses de fonctionnement, le recrutement d'agents qualifiés,

et l'entretien de nombreuses infrastructures, qui je le répète, sont similaires à une communauté d'agglomération de 40 000 habitants.
Ainsi, même sans investissement, le déficit de fonctionnement continuerait à persister.
La hausse des impôts est justifiée. Le nouveau taux de taxe foncière sur le foncier bâti que nous vous proposons, à 10,82%, n'est pas plus élevé que celui à 11.99% de la communauté de communes Avre Luce Noye, ni du taux de la communauté de communes Somme Sud-Ouest à 13.36%. D'autant plus que la CCES propose un nombre de services similaires à ces deux intercommunalités samariennes, tout en ayant moins d'agents et de foyers imposables.
Le 8 février 2024, lors de mon discours de politique générale prononcé en introduction du conseil communautaire, je vous demandais d'être le reflet de nos administrés. J'avais ainsi donné l'exemple de l'habitant de Pargny qui dépose le matin ses enfants à l'école de Saint-Christ-Briost, travaille la journée à Mesnil-Saint-Nicaise, fait ses courses le soir à Muille-Villette, et se distrait en famille le week-end à Ham. La communauté de communes est à ses côtés du matin au soir, sans qu'il le sache. Si nous voulons continuer à le servir, la CCES ne doit pas vivre à crédit en ponctionnant l'épargne communautaire.
Sans hausse des recettes, que direz-vous en 2027 quand vos habitants vous demanderont pourquoi il n'y a plus d'école de musique, plus de crèche, plus de piscine, ou encore des gymnases qui tombent en ruines ?
Ce soir, chaque élu communautaire votera donc en responsabilité. La compréhension des enjeux individuels ne doit pas nous faire oublier notre rôle de porteur de l'intérêt général inhérent à notre mandat.
Lors du vote, chacun aura à choisir entre le pouvoir de la raison collective et celui de l'irresponsabilité.
Et cela commence ici, ce soir.
Ce soir, il ne s'agit pas de plaire, mais d'être responsable. Pas de céder, mais d'assumer. Assumer un choix difficile, mais nécessaire. Pour les habitants, pour les municipalités et pour l'avenir de notre territoire. Je vous remercie pour votre écoute.

Monsieur DUCAMPS : Nous vous demandons une suspension de séance ?

Monsieur RIOJA : Pour quelle raison Monsieur ?

Monsieur DUCAMPS : Pour évoquer des choses entre nous.

Monsieur RIOJA : Je vous accorde 5 minutes. Je rappelle que le public n'a pas à intervenir. Ne m'obligez pas à prendre des décisions complètement irrationnelles. Merci.

Monsieur RIOJA : Je reprends donc la séance.

Monsieur LALOI : Mesdames et Messieurs, Monsieur le Président, Chers collègues, moi je ne suis pas de Ham donc j'ai préparé quelque chose en mon âme et conscience. Aujourd'hui je me tiens devant vous non seulement en tant que conseiller communautaire, mais en tant que représentant d'un idéal de gestion saine et responsable de nos finances publiques. Je ne vais pas tourner autour du pot ni m'engager dans des propos abscons. Nous sommes ici pour discuter de la proposition d'augmentation des taxes et des impôts qui selon l'exécutif est nécessaire pour faire face à un déficit de fonctionnement. Mais posons-nous la vraie question : pourquoi en sommes-nous arrivés là ? Loin d'être un problème conjoncturel, ce déficit est le résultat d'une ingérence financière qui nous a poussé dans une spirale infernale. Je ne peux que constater les budgets successifs que nous avons voté. J'ai toujours voté contre et je vous le dis sans ambages. Chaque vote a été un cri d'alarme face à une gestion qui nous a conduit droit dans le mur. Je m'adresse aujourd'hui aux maires et conseillers communautaires qui gèrent leur mairie avec rigueur et responsabilité. Vous savez tous comme moi l'augmentation des impôts n'est pas une solution miracle. Pendant que certains d'entre nous font des choix judicieux et équilibrés pour leur commune, d'autres ici

présents semblent ramener notre communauté vers une voie désastreuse. Je vous le dis clairement, il ne s'agit pas ici de mépris ou de rejet mais de l'obligation morale de prendre des décisions éclairées. Voter pour l'augmentation des taxes, c'est voter pour une irresponsabilité partagée, pour un renoncement à une gestion saine. C'est un appel à l'incompétence. Ne nous trompons pas, si un budget de Communauté de Communes n'est pas voté, ce n'est en aucun la faute de ceux qui le rejettent mais bien du président qui le propose, s'entête parfois inutilement et n'a pas été capable de trouver un consensus. Je vous appelle donc à faire preuve de courage, d'un autre courage, nous avons le droit de refuser cette proposition et d'affirmer notre engagement en faveur d'une vraie gestion responsable votons pour l'avenir de notre communauté en votant contre cette augmentation d'impôts, c'est notre responsabilité, c'est notre devoir. Merci.

Monsieur RIOJA : Je répondrai en deux mots M. LALOI, Je vous ai entendu lors de certains conseils, notamment celui du vote des budgets, « on a suffisamment de réserves, inutile d'augmenter les impôts. » C'est ce qui nous mène aujourd'hui devant ce mur infranchissable, il est toujours franchissable mais il peut nous mener en 2027 à une situation de non-retour. Je dirai simplement que les élus votent en leur âme et conscience et que l'avenir du territoire au travers de votre décision soit toujours celle que j'ai voulu quoiqu'il en soit, quoique vous puissiez en penser. Merci.

Madame RAGUENEAU : Monsieur le Président, mes chers collègues, Le vote du budget est toujours un moment fort dans la vie d'une collectivité. C'est à travers le budget que les priorités et les projets de développement sont définis et inscrits. Les dépenses et les investissements sont nécessaires pour répondre aux besoins, assurer les services publics, mais aussi prendre en compte les attentes des communes et de leurs habitants. Le budget est un outil de gestion, mais il est également le reflet des valeurs, des aspirations et des ambitions de la communauté. Ce budget qui nous est proposé, diminue les subventions aux associations sportives et culturelles, réduit les services aux communes et vont peser sur la gestion, augmente de façon très significative les taux d'imposition. Vous expliquez ce déficit comme structurel depuis la fusion de 2017. Or en 2020, vous écriviez, « il me semble indispensable de rappeler que notre intercommunalité, malgré les importants investissements réalisés ces dernières années, dispose d'une solidité financière qui nous permet d'envisager l'avenir avec confiance ». Aujourd'hui, le compte administratif accuse un déficit de fonctionnement. Les propositions qui sont faites n'explorent pas toutes les pistes de diminution des dépenses de fonctionnement, n'apportent aucun service supplémentaire, vont avoir des conséquences néfastes sur le tissu associatif qui contribue à la vitalité et à la cohésion sociale. Vont accroitre aussi les inégalités entre les communes et diminuer l'attractivité du territoire. Elles vont impacter par l'augmentation de la fiscalité une partie des citoyens, mais surtout les propriétaires les plus précaires. Et ils sont nombreux sur notre territoire, les entreprises et les commerces. Elles ne permettent pas non plus d'avoir une vision claire de la stratégie de développement et des politiques publiques pour ce territoire. Enfin, elles laissent le doute s'installer sur notre capacité à faire face aux défis qui nous attendent. Toutes ces mesures vont être vécus comme des mesures injustes. Donc punitives. Et les communes vont devoir assumer une gestion malheureuse alors qu'elles y sont si peu associées. Un budget qui ne prend pas en compte l'harmonisation et la mutualisation entre ses communes que l'on demande depuis 2017, crée de la disparité et des inégalités. Manque de clarté, de pédagogie surtout dans le processus des décisions budgétaires, ne permettent pas de connaître clairement les raisons, les enjeux, les perspectives, les conséquences. Quel est le projet pour notre territoire ? Quelles sont les perspectives à court, long et moyen terme ? Tous ceux-ci génèrent des tensions, des incompréhensions qui sont préjudiciables à la cohésion et à la solidarité du territoire et qui entraine pour les communes et leurs élus, un sentiment de lassitude, d'exclusion, et donc un risque réel de désengagement. Alors que nous sommes à un an des élections municipales, c'est-à-dire du renouvellement des conseillers communautaires. Nous avons un grand besoin des réévaluations des dépenses et des priorités d'avoir des mécanismes de suivis d'évaluations, de promouvoir l'harmonisation et la mutualisation, voir une vision claire sur les projets de notre territoire et de communiquer clairement

pour favoriser un dialogue constructif. Nous devons certes œuvrer au développement et à l'attractivité de notre Communauté de Communes mais aussi, il est de notre mission de protéger les citoyens, de respecter les communes et leurs élus et de garantir une gestion responsable. Ne pas approuver ce budget, c'est ce que je vais faire est de notre responsabilité, est de notre engagement. Merci.

Monsieur RIOJA : J'ai bien écouté ce que tu as pu dire. Sauf que à t'entendre, on croirait que l'on n'a jamais rien fait. Ce qui est pour le moins très triste. En ce qui me concerne. On a toujours tout fait et on fera tout jusqu'à la fin de mon mandat pour que l'intercommunalité avance et les années avenir vous prouveront que j'avais raison et j'en suis absolument convaincu. Maintenant que vous ne votiez pas ce budget compte tenu des circonstances, c'est de votre responsabilité, il vous appartient de voter en votre âme et conscience et l'on tira les conclusions qui s'imposent.

Monsieur SCHIETTECATTE : Je voudrais juste rebondir sur l'interrogation de Françoise. On a quand même fait depuis 2 ans avec tous les services 12 ou 13 réunions finances sur la même problématique, toutes les portes des services étaient ouvertes, on a eu très peu de participation de vous, élus, à ces réunions. Aujourd'hui, de dire que vous n'étiez pas dans la boucle, c'est complétement faux, on a toujours ouvert les portes justement. Effectivement, le consensus n'a jamais été trouvé, avec le peu de personnes qui étaient présentes mais on a toujours tout fait pour que : une, vous donner les chiffres en toute transparence et de deux, essayer de trouver un consensus qui conviendrait à tout le monde, ce que l'on n'a pas réussi à faire. Le dernier levier, je le répète et je l'ai dit à chaque intervention, c'était la fiscalité, pour aller chercher les recettes nécessaires, pour équilibrer le budget, pour que nos investissements soient réalisés. Vous n'êtes pas sans savoir que le Canal va arriver, ce n'est qu'une première étape pour les gros investissements qui vont arriver, dans les années à venir. Vous avez toujours été invités à participer à ces échanges, avec trop peu de présence, trop facile de dire qu'on n'a pas été informé ou qu'on n'a pas pu s'exprimer, c'est faux. Maintenant effectivement chacun votera en son âme et conscience. Je n'aurai certainement pas le même vote que vous, ce budget est responsable, sachez que dans l'exécutif, j'en fais partie, nous gérons tous des communes, avec des budgets qui sont certes serrés comme des petites communes comme les nôtres, mais entendre dire que c'est de l'incompétence, ça dépasse les bornes.

Madame RAGUENEAU : Effectivement, j'ai toujours été dans la boucle, mais je ne pense pas avoir manqué beaucoup de conférences des maires ou de réunions de concertations. Ceci dit ce qu'il aurait fallu, c'est de vraie séance de travail avec documents sur table et pas seulement des propositions qui nous étaient annoncées comme ça et que l'on ne pouvait pas accepter.

Monsieur LALOI : Je m'associe à Françoise, j'ai également participé à de nombreuses réunions mais pas de consensus trouvé car pas réellement de réunions de travail. Juste un étalement de chiffres point.

Monsieur SCHIETTECATTE : Vous étiez force de proposition, nous n'avons pas eu grand-chose de retour. Je suis désolé de la constater également. Mais effectivement sur la présence, tu étais sûrement le plus assidu avec M. LEGRAND, sans nommer tout le monde.

Monsieur LALOI : Les propositions avaient été faites.

Monsieur ZOIS : Juste pour répondre à Benoît, j'ai assisté moi aussi aux commissions finances, je pense avoir été aussi force de proposition notamment pour la gestion de la Nouvelle Scène, et amener des artistes qui nous feraient gagner de l'argent, toujours pas retenus, il y a eu 3 ou 4 propositions que vous n'avez pas retenues et après on a vu sur table que c'était déjà décidé sans jamais vraiment écouter notre avis. En fait vous avez fait un débat ouvert qui s'est refermé puisque vous n'avez pas écouté ce que l'on avait fait, j'en ai pour preuve la gestion de la Nouvelle Scène. Je dois me permettre de rétablir certaines petites vérités. Mesdames, Messieurs, M. le Président, mes chers collègues, aujourd'hui vous nous demandez de voter un budget qui double la pression fiscale de nos citoyens, je pourrais comme beaucoup ici faire un catalogue des décisions absurdes, des investissements précipités, des projets mal ficelés, des dépenses sans cohérences. Quelques exemples : un terrain de foot synthétique réalisé sans subvention, lancé à la va vite après la fusion. Alors que l'on aurait pu largement en faire 2. La Nouvelle Scène, ses annexes, crèche, nouvelle salle, bâtis sans chercher les aides possibles réalisés également dans la précipitation de la fusion. Des achats immobiliers sans stratégie, la friche GRONIER à Eppeville pour y installer en premier temps, le siège social, puis nos ateliers techniques, qui en fait n'iront jamais. La préemption injustifiée de la salle Victor HUGO à Ham au détriment d'un ambulancier qui a fini heureusement par faire valoir ses droits, car vous n'avez pas respecté vos engagements dû à la préemption. En effet, vous deviez transférer l'école de musique qui n'ira jamais puisque le bâtiment n'était pas du tout fait pour. Donc on achète un bâtiment qui n'est pas du tout fait pour l'école de musique alors que l'on veut y installer l'école de musique. Un siège communautaire dont je préfère garder pour moi ce que j'en pense, mais je pense quand même qu'il est démesuré. Un marché de communication et de lobbying attribué dans des conditions opaques dénoncé par certains élus 2017 et confirmé depuis par un rapport accablant de la Chambre Régionale des Comptes. Rappelons-nous le rapport de la Chambre Régionale des Comptes : une subvention de 400 000.00 € pour gérer la Nouvelle Scène, c'était en 2019, à une association liée à un agent communautaire sans appel à projet, sans mise en concurrence, sans aucune prudence. Lors d'une séance de conseil communautaire qualifiée, vous étiez déjà averti. Surréaliste, les conseillers communautaires stupéfaits, la décision est très clairement dénoncée par certains d'entre eux. Ils ne sont toujours pas écoutés, alors que nous atteignons à ce moment-là les sommets de l'irrégularité. Résultat quelques années plus tard, ce dossier fait à lui seul l'objet d'un rapport accablant de la Chambre Régionale des Comptes et même de poursuites judiciaires. Que dire encore du marché de la Nouvelle Scène attribué dernièrement à une société de production de spectacles alors même que vous affichiez un déficit de fonctionnement annuel de plus de 700 000.00 €. Alors on a eu les chiffres cette années, ça va perdre 350 000.00 € et dès l'année prochaine 450 000.00 €. Une Nouvelle Scène qui a coûté 14 millions d'investissement avec les bâtiments annexes. Que dire de la manière de faire passer cette commande de 300 000.00 € à ce prestataire suite à une décision prise lors d'un conseil communautaire alors qu'elle avait été rejetée. Vous l'avez repassé au vote car elle avait été rejetée une première fois ; le temps à mon avis d'acheter des voix d'élus nécessaire. Cette décision passée aux forceps engendre 15 000.00 € de déficit fixe ; même salle pleine à chaque spectacle proposé à la Nouvelle Scène. Quelle entreprise serait gérée de la sorte ? Je sais que vous étiez un très bon chef d'entreprise, M. RIOJA, mais je ne comprends pas comment nous soyons en arrivé là. Tout cela a un coût, un coût financier évidemment. Mais surtout un coût démocratique, un coût de confiance, alors aujourd'hui vous nous demandez de faire payer à nos habitants vos erreurs d'hier, vos choix personnels, vos entêtements, vos décisions. J'ai du mal à comprendre. Et vous le faites en plus avec un aplomb comme votre prédécesseur et ami qui dès février 2017 a commencé son mandat de président de la communauté de Communes en doublant ses propres indemnités. Sa justification alors résonne encore dans l'assemblée. Je vous lis cet extrait que j'ai trouvé d'un P.V. de 2017. « Les élus qui ne prennent rien sont ceux qui ne font rien, moi je prends et vous allez voir ce que je vais faire, obligation de résultats » Et bien M. le Président, aujourd'hui ce que nous voyons, c'est un mur. Mais les habitants, eux, ne doublent pas leur salaire. Ils n'ont pas de compensation, ils paieront pour vos erreurs. Nous devrions voter cela en conscience, en silence, je m'y refuse et m'y oppose fortement par acquit de conscience. Je voterai contre ce budget, contre cette augmentation d'impôts et j'appelle tous les élus soucieux de l'intérêt du territoire

de prendre leur responsabilité et en faire de même. Car ce n'est pas d'argent de notre communauté manque aujourd'hui, elle manque de vision, de transparence, de respect d'autrui. Merci à tous de votre attention.

Monsieur SCHIETTECATTE : Je vais juste répondre sur deux points. Sur le marché de la Nouvelle Scène, ce n'est pas 300 000.00 € pour un an, mais trois fois 100 000.00 € sur 3 ans. Et c'était la seule personne qui avait répondu au marché. Cela tu aurais pu le dire. Concernant l'augmentation de la fiscalité, effectivement, elle va peser sur les contribuables, propriétaires. On en est tous conscient, on ne le fait pas par gaieté de cœur. Encore une fois, c'était le dernier levier qui était potentiellement à actionner et que nous sommes contraints d'actionner faute de consensus sur les réductions de dépenses même si on en a déjà fait en interne. Je rappelle juste que 114 % peut faire peur mais effectivement si on prend une valeur de base locative à 2000.00 € cela doit faire 110 ou 120.00 € par an. Cela reste moins élevé que l'augmentation, M. ZOIS, que vous avez voté en 2021 à HAM qui représentait aux alentours de 140.00 €.

Monsieur ZOIS : Il n'y a pas eu les ordures ménagères l'année dernière ? On ne parle pas des ordures ménagères l'année dernière ?

Monsieur RIOJA : Cela n'a rien à voir.

Monsieur SCHIETTECATTE : Effectivement, nous l'avons augmenté, mais nous avons diminué de 50% le foncier bâti, non bâti. L'augmentation qui vous est proposé, Mesdames, Messieurs, c'est moins que ce que le Conseil Municipal de HAM, la majorité a voté en 2021.

Monsieur ZOIS : Effectivement il y a eu une augmentation d'impôts, il y a quelques années à HAM. Je vous invite à consulter les comptes de la ville de HAM, à regarder comment se passe la ville de HAM. Regarder l'état de la ville de HAM et vous verrez la différence entre une politique qui finalement était quand même bien menée et la politique actuelle de la COM de COM. Il faut arrêter de faire peur et mettre la pression à tout le monde. Si la hausse d'impôts n'est pas votée, il n'y a aucun danger voir même que cela pourrait être géré par des personnes plus compétentes.

Monsieur RIOJA : On ne va pas continuer à polémiquer d'avantages. Mais quoiqu'il en soit, vous allez devoir, M. ZOIS, faire preuve de ce que vous avez annoncé à la population et je vous souhaite succès pour l'avenir, sachant que tout ce que vous êtes en train de dire, date déjà de pas mal d'années, de toute façon, ce n'est pas en regardant derrière que les choses avancent.

Monsieur ZOIS : M. le Président, moi je suis élu sans indemnités, mais j'ai cherché pourquoi on en était arrivé là, j'ai voulu connaître la vérité, c'est ma vérité, peut-être pas aussi performante que la vôtre, mais en tous les cas, je sais ce que j'ai découvert, je sais ce que j'ai vu et finalement, je sais où je vais.

Monsieur RIOJA : Et bien Monsieur, il s'agit de le prouver lors des prochains conseils même si quoiqu'il en soit, le vote sera positif ou négatif, mais à partir de maintenant je vais vous suivre à la culotte et je vais vous demander des comptes sans arrêt.

Monsieur DUCAMPS : A défaut de pouvoir laisser chacun s'exprimer en toute transparence par un vote qu'il pourra assumer devant ses administrés, je prends la parole non pas seulement comme hamois mais comme citoyen local en recherche de bon sens. Un budget qui se dégrade, un excédent de fonctionnement négatif de 700 000.00 € par an. Il me semble, de mon point de vue, des mesures non prises de bonne gestion et in fine, on demande aux contribuables de payer la note. Est-ce bien raisonnable dans le contexte, encore ponctionner le propriétaire retraité qui a travaillé toute sa vie pour

financer sa résidence principale ou le couple avec enfants qui joint les deux bouts et avait fait le choix de s'acheter sa première maison. Je ne parle pas non plus de l'impact sur les entreprises. Les mots qui rongent nos finances ne sont surtout pas incurables et nous attendons depuis le début du mandat des signes d'équités de traitement à l'égard de l'ensemble des contribuables. Par refus manifeste de votre part d'opérer l'harmonisation entre les deux COM depuis le début de votre mandat, nous avons compris il y a bien longtemps que nous aurions à vivre avec un bureau restreint qui pratique le clientélisme électoral, offre des postes de VP sans exiger de travail en retour et enfin, distribue des fonds de concours selon le degré de soumission des municipalités. Très sincèrement, je n'ai aucun espoir pendant cette mandature pour qu'une direction vers l'harmonisation soit prise spontanément. Je vais donc voter contre ce budget et je ne souhaite qu'une chose, que le préfet qui pourrait prendre la main sur le budget, si celui-ci n'était voté ce jour, nous contraigne à de la rigueur budgétaire, et à une gestion impartiale. Rien de perdu si le budget n'est pas voté, vous allez néanmoins faire des grandes menaces. Si nous ne prenons pas nos responsabilités. Mais oui le préfet peut intervenir. Le temps de nous mettre au travail cette fois-ci vraiment ensemble. Une majorité qui bloquerait le vote du budget, bloquerait la fiscalité à ce qu'elle était lors de l'année écoulée. Et gèlerait toutes dépenses supplémentaires le temps de restructurer au plus vite le fonctionnement comme on dit dans le privé. Point menace nécessaire, chacun est souverain ce jour et c'est qu'il est bon pour ses concitoyens, sa commune et l'intercommunalité. Il faut faire autrement, avec vous et sous l'impulsion du préfet qui va nous y contraindre. On se mettra tous autour de la table, on regardera devant avec les grands enjeux que va vivre notre territoire et qu'il faut préparer. On harmonisera les compétences tout simplement. On mettra des règles d'impartialité. En niant que les deux COM avaient un trésor de guerre à la fusion de 5 millions d'euros chacune, soit au total 10 millions d'euros qui vont bientôt être consommés avec un excédent annuel à l'époque cumulé pour les 2 COM d'environ 2 millions d'euros annuel. On dira enfin en vérité, aux concitoyens que l'on a déjà quasi doublé depuis 2017 les taxes sur l'assainissement. On dira aussi aux contribuables d'EPPEVILLE que c'est sur le budget assainissement que l'on finance la réfection de leur avenue et non sur le budget général. On dira aussi ce que coute le château en frais de fonctionnement en toute humilité. On reconnaitra les erreurs de gestion et on construira avec un peu moins de certitude en faisant les bons arbitrages pour réduire les dépenses. Et avec un peu de respect nécessaire pour trouver les consensus. Chers collègues, n'ayez pas peur. Votez chacun en âme et conscience. Merci à tous pour le respect que nous devons à nos concitoyens, ce soir mobilisés en attente de ce que nous allons voter. Merci.

Monsieur RIOJA : Je constate avec stupéfaction un certain nombre de vos propos qui je peux le comprendre vont vous toucher en direct au niveau de la fiscalité puisque vous êtes des propriétaires importants. Ceci étant, je veux quand même que tout le monde sache que 43% de la population ne paient pas d'impôts. Voilà, ceux qui restent, 57% évidemment et j'en suis conscient vont payer pour les autres. Que voulez-vous que j'y fasse ? Ce n'est pas moi qui ai fait en sorte que cette pauvreté persiste sur notre territoire. Non pas du tout. Vous ne pouvez pas dire ça.

Monsieur ORIER : M. le Président, Mesdames Messieurs, les membres du Conseil, nous sommes réunis aujourd'hui pour débattre et voter un budget qui prévoit une fois de plus une hausse significative de la fiscalité en l'occurrence un doublement. Une mesure lourde de conséquences pour nos concitoyens dans un contexte déjà tendu pour de nombreux ménages. Et pourtant peut-on aujourd'hui affirmer en toute honnêteté que nos habitants bénéficient de plus de services, de plus de proximité, de plus de qualité dans l'action publique communautaire. La réponse est non. Depuis plusieurs années la réalité est là, visible et incontestable. On vit moins bien qu'avant tout en payant plus. Les exemples sont nombreux concrets et malheureusement accablants. Les gardiens de gymnase ont été supprimés, les horaires de la déchetterie ont été réduits, les horaires d'ouverture des médiathèques aussi. Nos voiries communautaires se dégradent sans entretien digne de ce nom, nos chemins de randonnées pourtant mis en avant dans nos brochures touristiques sont abandonnés. L'opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) pourtant indispensable au dynamisme et à la qualité de vie de nos habitants, s'est arrêtée en 2022. Sans

aucune suite pour le moment. L'aide aux commerçants a disparu depuis le dernier FISAC de 2016 avec là aussi aucun relais ou renouvellement pendant trop longtemps. La fête des sports historique et fédératrice est aujourd'hui mal soutenue, vouée à disparaître dans l'indifférence. La soirée des trophées sportifs supprimée, le projet d'aménagement du quartier de la gare de Ham abandonné. Un très ancien projet pôle raquette prévu à Ham jamais réalisé. Alors oui nous avons repris certaines compétences comme l'assainissement, mais faut-il rappeler que cette compétence est financée par un budget annexe alimenté par la redevance que nous payons sur nos factures d'eau. Cela n'a donc aucun impact sur le budget principal dont nous parlons aujourd'hui. Et au passage rappelons que depuis la fusion des pays Hamois et Neslois, le prix de l'assainissement a été doublé pour l'habitant de l'agglomération hamoise. Une charge de plus pour nos habitants sans contrepartie visible en terme de service. Oui nous avons pris le centre social, oui il a été construit un club house de tennis à Ham dont chaque licencié s'accordent aujourd'hui à dire qu'il a été mal conçu. Oui nous avons une activité canoé et un parcours santé à Ham, mais soyons lucide le compte n'y est pas. Même la construction de la Nouvelle Scène à elle seule n'explique pas la dérive constante des dépenses de fonctionnement qui ont littéralement explosées entre 2017 et aujourd'hui. Et je le rappelle car c'était l'un des arguments majeurs des réformes engagées, les fusions de Communautés de Communes devaient permettre de mutualiser les services, de rationaliser les moyens, de réduire les coûts. Résultat, c'est un échec. Les coûts explosent et les services diminuent. Alors non, je ne peux pas cautionner ce budget, non je ne peux pas voter cette hausse de la fiscalité injuste, mal justifiée et non suivie des faits tangibles pour la population. Nos concitoyens attendent des élus qu'ils soient responsables, qu'ils fassent mieux avec ce qu'ils ont, qu'ils défendent le service public local, qu'ils rendent des comptes. Aujourd'hui on leurs demande de payer plus pour avoir moins. Je voterai donc contre ce budget et contre cette augmentation fiscale par principe, par cohérence et surtout face à l'opacité de votre gestion depuis plus de sept ans. Alors que nos habitants rencontrent des difficultés croissantes, nous devons leurs proposer et partager avec eux une vision très claire de l'avenir de notre territoire. Merci.

Monsieur SCHIETTECATTE : Juste quelques chiffres pour répondre à Francis sur l'évolution des dépenses depuis 2017 et pour clore le débat. Depuis 2017 la prise en charge du centre social de Ham c'est 185 000.00 € en plus ; coût de la compétence déchets : 700 000.00 € en plus ; reversement de la fiscalité éolienne aux communes : 307 000.00 € en plus ; développement de l'école de musique : 192 000.00 € en plus ; le SDIS : 55 000.00 € en plus ; la part des salaires relative à l'assainissement collectif et non collectif : 134 000.00 € en plus. Alors ça, si c'est des dépenses de fruits de nos incompétences, excusez- moi mais non. Vous avez les chiffres, on peut vous les redonner si vous voulez. On n'y est pour rien dans ses augmentations de dépenses. On les subit.

Monsieur HAY : Je ne reviendrai pas sur ce qui a été dit. Je pense pour ceux des petits villages. Moi ce qui m'a surpris, c'est le vote secret, à un moment donné, on doit être en responsabilité. S'il y a des gens qui votent pour, et c'est leur droit et peut-être il y a une argumentation qui peut s'entendre, mais si je suis contribuable et électeur dans mon village, moi j'irai voir mon maire et je dirai, alors évidemment c'est secret, mais je dirai : qu'as-tu voté pour le point 10 ? Je voudrai savoir ? Si ça peut être entendu, qu'il y ait des arguments pour l'augmentation de 114% ceux à quoi je n'adhère pas, mais je trouve dans le principe que le vote secret n'est pas démocratique.

Vu le code général des impôts, notamment ses articles 1636 B sexies, 1639 A, 1379, 1407 et suivants,
Considérant que les dispositions de l'article 1636 B sexies du code général des impôts permettent au Conseil Communautaire de fixer chaque année les taux d'imposition,

Depuis 2020, le taux de TH était figé à sa valeur de 2019 jusqu'en 2022 inclus suite à la réforme de la fiscalité directe locale.
A compter de 2023, le taux de TH (sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale) peut à nouveau être voté et modulé par les collectivités locales en référence à l'article 1636 B sexies du CGI.

La Communauté de Communes se doit de fixer les taux d'imposition des impôts locaux suivants :

- la taxe d'habitation additionnelle,
- la taxe foncière bâtie,
- la taxe foncière non bâtie,
- la contribution foncière des entreprises (CFE),
- la fiscalité professionnelle éolienne,
- la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).

Vu la tenue du Débat d'orientations budgétaires par le Conseil Communautaire en sa séance du 20 mars 2025,
Il est proposé, de modifier les taux d'imposition en 2025 par rapport à 2024,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 24 voix pour, 34 voix contre, 1 abstention et 1 n'a pas pris part au vote,

. ne fixe pas les taux d'imposition 2025, ainsi qu'il suit :

	Taux 2024	Taux 2025	Variation
Taxe d'habitation additionnelle	5.98%	12.82%	114%
Taxe foncière sur les propriétés bâties	5.05%	10.83%	114%
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	6.57%	14.09%	114%
Contribution Foncière des Entreprises (CFE)	3.37%	7.23%	114%
Contribution Foncière des Entreprises de Zone (CFE Z)	18.53%	18.53%	0%
Fiscalité professionnelle éolienne	18.53%	18.53%	0%
Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères	14.63%	14.63%	0%

. n'autorise pas le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 18 avril 2025

2025-45
REPARTITION DU PRODUIT DE LA FISCALITE EOLIENNE

Monsieur FRIZON : M. le Président, dans votre tableau toutes les communes retouchent 6 000 ? Je ne comprends pas le calcul que vous faites ?

Monsieur SCHIETTECATTE : Rien n'a changé depuis (M. FRIZON coupe la parole)

Monsieur FRIZON : Ce n'est pas la question, je veux essayer de comprendre. Les communes qui ont les parcs : 50% ?

Monsieur SCHIETTECATTE : 50% + 30%. Mais la répartition n'a pas changé.

Monsieur FRIZON : Vous rajoutez encore 30% pour les communes, d'accord. Je croyais qu'elles avaient 50%, les autres 30% et la COM gardaient 20%.

Monsieur SCHIETTECATTE : Non.

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021-4 en date du 18 février 2021 ayant défini les règles de répartition de la fiscalité éolienne perçue par la CCES ;

Vu l'article 178 de la loi n°2018-du 28 décembre 2018 de finance pour 2019, qui a modifié la répartition du produit issu de l'IFER éolien pour les EPCI a fiscalité éolienne unique,

Vu les articles 1609 quinquies C et 1609 nonies C du code général des impôts,

Considérant que la totalité de la fraction d'IFER éolien du bloc était auparavant perçue par l'EPCI. Ainsi, les EPCI a fiscalité éolienne unique ou a fiscalité professionnelle unique percevait 70% du produit de l'IFER éolien, à charge pour eux d'établir le régime de reversement au profit de leurs communes membres.

Désormais, quel que soit le régime fiscal de leur EPCI à fiscalité propre, et y compris si elles sont membres d'un EPCI à FPU ou à FEU, les communes perçoivent 20% du produit de l'IFER éolien issu des installations implantées sur leur territoire après le 1er janvier 2019.

Deux situations doivent donc être distinguées :

- Pour les éoliennes installées avant le 1er janvier 2019, les EPCI à FPU et à FEU continuent de bénéficier de 70% du produit de l'IFER éolien,

- Pour les éoliennes installées à compter du 1er janvier 2019, la commune d'implantation bénéficie désormais de 20% du produit de l'IFER éolien et l'EPCI à FPU ou l'EPCI à FEU bénéficie de 50% du produit.

Afin de rééquilibrer la répartition éolienne perçue par la CCES,

Le conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 45 voix pour, 10 voix contre, 3 abstentions et 2 n'ont pas pris part au vote,

. valide la clé de répartition établie comme suit :

Répartition 2024

	Nombre d'éoliennes *	Fiscalité éolienne 2024 rôle IFER	Fiscalité éolienne 2024 rôle CFE	Produits CCES	IFER directement perçue par les communes	Montant total pris en compte pour la répartition	avec éoliennes	Communes ext	Montant reversé à la commune	Montant cumulé CCES + Commune
							50 %	30 %		
Total	51	669 782,00 €	79 869,00 €	749 651,00 €	98 907,00 €	848 558,00 €	424 279,00 €	254 567,40 €	579 939,40 €	
ATHIES				- €			- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
BETHENCOURT SUR SOMME				- €			- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
BILLANCOURT	2	34 945,00 €	4 047,00 €	38 992,00 €	6 956,00 €	45 948,00 €	22 974,00 €	6 208,96 €	22 226,96 €	29 182,96 €
BREUIL	2	35 112,00 €	3 458,00 €	38 570,00 €		38 570,00 €	19 285,00 €	6 208,96 €	25 493,96 €	
BROUCHY	2	23 408,00 €	3 095,00 €	26 503,00 €		26 503,00 €	13 251,50 €	6 208,96 €	19 460,46 €	
BUVERCHY				- €		- €	- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
CIZANCOURT				- €		- €	- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
CROIX-MOLIGNEAUX				- €		- €	- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
CURCHY				- €		- €	- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
DOUILLY				- €		- €	- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
ENNEMAIN				- €		- €	- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
EPENANCOURT	2	27 588,00 €	3 997,00 €	31 585,00 €	11 035,00 €	42 620,00 €	21 310,00 €	6 208,96 €	16 483,96 €	27 518,96 €
EPPEVILLE				- €		- €	- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
ESMERY-HALLON				- €		- €	- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
FALVY				- €		- €	- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
HAM				- €		- €	- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
HOMBLEUX	14	188 936,00 €	16 616,00 €	205 552,00 €	33 440,00 €	238 992,00 €	119 496,00 €	6 208,96 €	92 264,96 €	125 704,96 €
LANGUEVOISIN	4	70 224,00 €	6 916,00 €	77 140,00 €		77 140,00 €	38 570,00 €	6 208,96 €	44 778,96 €	
LICOURT	3	25 080,00 €	5 605,00 €	30 685,00 €	10 032,00 €	40 717,00 €	20 358,50 €	6 208,96 €	16 535,46 €	26 567,46 €
MATIGNY				- €		- €	- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
MESNIL SAINT NICAISE				- €		- €	- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
MONCHY-LAGACHE				- €		- €	- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
MORCHAIN	1	22 844,00 €	3 866,00 €	26 710,00 €	9 137,00 €	35 847,00 €	17 923,50 €	6 208,96 €	14 995,46 €	24 132,46 €
MOYENCOURT				- €		- €	- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
MUILLE-VILLETTE				- €		- €	- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
NESLE				- €		- €	- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
OFFOY				- €		- €	- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
PARGNY	2	28 967,00 €	3 997,00 €	32 964,00 €	11 587,00 €	44 551,00 €	22 275,50 €	6 208,96 €	16 897,46 €	28 484,46 €
PITHON				- €		- €	- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
POTTE	2	23 408,00 €	4 220,00 €	27 628,00 €		27 628,00 €	13 814,00 €	6 208,96 €	20 022,96 €	
QUIVIERES				- €		- €	- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
RETHONVILLERS	4	53 838,00 €	6 303,00 €	60 141,00 €		60 141,00 €	30 070,50 €	6 208,96 €	36 279,46 €	
ROUY LE GRAND				- €		- €	- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
ROUY LE PETIT	2	23 408,00 €	2 102,00 €	25 510,00 €		25 510,00 €	12 755,00 €	6 208,96 €	18 963,96 €	
SAINT CHRIST BRIOST	5	41 800,00 €	9 341,00 €	51 141,00 €	16 720,00 €	67 861,00 €	33 930,50 €	6 208,96 €	23 419,46 €	40 139,46 €
SANCOURT				- €		- €	- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
TERTRY				- €		- €	- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
UGNY-L'EQUIPEE				- €		- €	- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
VILLECOURT				- €		- €	- €	6 208,96 €	6 208,96 €	
VOYENNES	6	70 224,00 €	6 306,00 €	76 530,00 €		76 530,00 €	38 265,00 €	6 208,96 €	44 473,96 €	
Y				- €		- €	- €	6 208,96 €	6 208,96 €	

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 18 avril 2025

2025-46
BUDGET PRINCIPAL
REPRISE ANTICIPEE DU RESULTAT 2024

L'article L2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les résultats de l'exécution budgétaire sont affectés par le Conseil Communautaire après constatation des résultats définitifs lors du vote du Compte Financier Unique (CFU).

Toutefois, avant le vote du CFU, l'assemblée délibérante peut décider, entre le 31 janvier et la date limite de vote des taux de la fiscalité directe locale, de procéder à la reprise anticipée des résultats de l'exercice clos.

La reprise anticipée porte obligatoirement sur la totalité des résultats et doit respecter les mêmes règles que l'affectation définitive des résultats. **Il ne peut y avoir de reprise partielle**. Aussi, qu'il y ait affectation d'un excédent ou reprise d'un déficit de fonctionnement, les restes à réaliser (RAR) font également l'objet d'une reprise anticipée.

Cette procédure de reprise anticipée des résultats se distingue de la procédure normale en ce que l'affectation en réserve R 1068, reste une prévision jusqu'à la production de la délibération d'affectation des résultats définitifs intervenant après le vote du CFU. Le titre de recettes sur le compte 1068 n'est produit qu'à l'issue de la délibération d'affectation des résultats.

La reprise est justifiée par une fiche de résultat prévisionnel établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable, ainsi que de l'état des restes à réaliser au 31 décembre (documents annexés à la délibération).

Les résultats de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement ainsi que la prévision d'affectation sont alors inscrits par anticipation au budget primitif de la Collectivité.

Il est possible au Conseil Communautaire de reprendre par anticipation des résultats 2024, c'est-à-dire de constater le résultat de clôture estimé de 2024 et de statuer sur l'affectation de ce résultat dans le budget primitif 2025.

Si le Compte Financier Unique venait à faire apparaître une différence entre les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devrait procéder à une régularisation et à la reprise des écarts dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du CFU et en tout état de cause avant la fin de l'exercice 2025.

BUDGET PRINCIPAL	
REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS 2024 ET AFFECTATION PREVISIONNELLE	
RESULTAT D'EXPLOITATION 2024	
A - Résultat de l'exercice 2024	- 758 444,05
B - Résultats antérieurs reportés	7 208 879,31
C - Résultats à affecter (A+B)	6 450 435,26
INVESTISSEMENT	
D - Solde d'exécution 2024	1 137 752,60
E - Résultats antérieurs reportés	856 297,48
F - Résultats à reporter (D+E)	1 994 050,08
G - Solde des restes à réaliser Investissement	- 1 468 143,32
H- BESOIN DE FINANCEMENT	-
1/ Affectation en réserves R 1068 en Investissement	-
2/ Résultat d'investissement reporté	1 994 050,08
3/ Résultat d'exploitation reporté	6 450 435,26

REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS 2024 DU BUDGET ANNEXE MICRO CRECHE ET AFFECTATION PREVISIONNELLE AU BUDGET PRINCIPAL	
1/ Affectation en réserves R 1068 en Investissement	3 142,99
2/ Résultat d'investissement reporté	- 461 534,06
3/ Résultat d'exploitation reporté	-

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-5 et R2311-13 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),
Vu les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M57 et M4,
Vu les pièces justificatives prévues à l'article R2311-13 du CGCT et annexées à la présente délibération,

Il est proposé que l'ensemble de ces montants soit inscrit dans le budget primitif 2025 du budget Principal.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 41 voix pour, 12 voix contre, 3 abstentions, 3 n'ont pas pris part au vote et 1 non votant,

. constate et approuve la reprise par anticipation des résultats de l'exercice 2024 et les restes à réaliser du budget Principal,

. constate et approuve l'intégration au budget Principal de la reprise par anticipation des résultats de l'exercice 2024 et les restes à réaliser du budget annexe micro crèche

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 25 avril 2025

2025-47
BUDGET ANNEXE « ZONE D'ACTIVITE EPPEVILLE »
REPRISE ANTICIPEE DU RESULTAT 2024

L'article L2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les résultats de l'exécution budgétaire sont affectés par le Conseil Communautaire après constatation des résultats définitifs lors du vote du Compte Financier Unique (CFU).

Toutefois, avant le vote du CFU, l'assemblée délibérante peut décider, entre le 31 janvier et la date limite de vote des taux de la fiscalité directe locale, de procéder à la reprise anticipée des résultats de l'exercice clos.

La reprise anticipée porte obligatoirement sur la totalité des résultats et doit respecter les mêmes règles que l'affectation définitive des résultats. **Il ne peut y avoir de reprise partielle**. Aussi, qu'il y ait affectation d'un excédent ou reprise d'un déficit de fonctionnement, les restes à réaliser (RAR) font également l'objet d'une reprise anticipée.

Cette procédure de reprise anticipée des résultats se distingue de la procédure normale en ce que l'affectation en réserve R 1068, reste une prévision jusqu'à la production de la délibération d'affectation des résultats définitifs intervenant après le vote du CFU. Le titre de recettes sur le compte 1068 n'est produit qu'à l'issue de la délibération d'affectation des résultats.

La reprise est justifiée par une fiche de résultat prévisionnel établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable, ainsi que de l'état des restes à réaliser au 31 décembre (documents annexés à la délibération).

Les résultats de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement ainsi que la prévision d'affectation sont alors inscrits par anticipation au budget primitif de la Collectivité.

Il est possible au Conseil Communautaire de reprendre par anticipation des résultats 2024, c'est-à-dire de constater le résultat de clôture estimé de 2024 et de statuer sur l'affectation de ce résultat dans le budget primitif 2025.

Si le Compte Financier Unique venait à faire apparaître une différence entre les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devrait procéder à une régularisation et à la reprise des écarts dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du CFU et en tout état de cause avant la fin de l'exercice 2025.

BUDGET ANNEXE ZAE EPPEVILLE	
REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS 2024 ET AFFECTATION PREVISIONNELLE	
RESULTAT D'EXPLOITATION 2024	
A - Résultat de l'exercice 2024	0,65
B - Résultats antérieurs reportés	221 951,91
C - Résultats à affecter (A+B)	221 952,56
INVESTISSEMENT	
D - Solde d'exécution 2024	-
E - Résultats antérieurs reportés	1 644,81
F - Résultats à reporter (D+E)	1 644,81
G - Solde des restes à réaliser Investissement	-
H- BESOIN DE FINANCEMENT	-
1/ Affectation en réserves R 1068 en Investissement	-
2/ Résultat d'investissement reporté	1 644,81
3/ Résultat d'exploitation reporté	221 952,56

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-5 et R2311-13 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),
Vu les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M57,
Vu les pièces justificatives prévues à l'article R2311-13 du CGCT et annexées à la présente délibération,

Il est proposé que l'ensemble de ces montants soit inscrit dans le budget primitif 2025 du budget annexe Zone d'activité Eppeville.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 42 voix pour, 10 voix contre, 3 abstentions, 4 n'ont pas pris part au vote,

. constate et approuve la reprise par anticipation des résultats de l'exercice 2024 et les restes à réaliser du budget annexe Zone d'activité Eppeville,

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 25 avril 2025

2025-48
BUDGET ANNEXE « ZONE D'ACTIVITE N°2 »
REPRISE ANTICIPEE DU RESULTAT 2024

L'article L2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les résultats de l'exécution budgétaire sont affectés par le Conseil Communautaire après constatation des résultats définitifs lors du vote du Compte Financier Unique (CFU).

Toutefois, avant le vote du CFU, l'assemblée délibérante peut décider, entre le 31 janvier et la date limite de vote des taux de la fiscalité directe locale, de procéder à la reprise anticipée des résultats de l'exercice clos.

La reprise anticipée porte obligatoirement sur la totalité des résultats et doit respecter les mêmes règles que l'affectation définitive des résultats. **Il ne peut y avoir de reprise partielle**. Aussi, qu'il y ait affectation d'un excédent ou reprise d'un déficit de fonctionnement, les restes à réaliser (RAR) font également l'objet d'une reprise anticipée.

Cette procédure de reprise anticipée des résultats se distingue de la procédure normale en ce que l'affectation en réserve R 1068, reste une prévision jusqu'à la production de la délibération d'affectation des résultats définitifs intervenant après le vote du CFU. Le titre de recettes sur le compte 1068 n'est produit qu'à l'issue de la délibération d'affectation des résultats.

La reprise est justifiée par une fiche de résultat prévisionnel établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable, ainsi que de l'état des restes à réaliser au 31 décembre (documents annexés à la délibération).

Les résultats de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement ainsi que la prévision d'affectation sont alors inscrits par anticipation au budget primitif de la Collectivité.

Il est possible au Conseil Communautaire de reprendre par anticipation des résultats 2024, c'est-à-dire de constater le résultat de clôture estimé de 2024 et de statuer sur l'affectation de ce résultat dans le budget primitif 2025.

Si le Compte Financier Unique venait à faire apparaître une différence entre les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devrait procéder à une régularisation et à la reprise des écarts dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du CFU et en tout état de cause avant la fin de l'exercice 2025.

BUDGET ANNEXE ZONE D'ACTIVITE 2	
REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS 2024 ET AFFECTATION PREVISIONNELLE	
RESULTAT D'EXPLOITATION 2024	
A - Résultat de l'exercice 2024	0,35
B - Résultats antérieurs reportés	518 812,90
C - Résultats à affecter (A+B)	518 813,25
INVESTISSEMENT	
D - Solde d'exécution 2024	-
E - Résultats antérieurs reportés	20 382,85
F - Résultats à reporter (D+E)	20 382,85
G - Solde des restes à réaliser Investissement	-
H- BESOIN DE FINANCEMENT	-
1/ Affectation en réserves R 1068 en Investissement	-
2/ Résultat d'investissement reporté	20 382,85
3/ Résultat d'exploitation reporté	518 813,25

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-5 et R2311-13 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),
Vu les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M4,
Vu les pièces justificatives prévues à l'article R2311-13 du CGCT et annexées à la présente délibération,

Il est proposé que l'ensemble de ces montants soit inscrit dans le budget primitif 2025 du budget annexe Zone d'activité n°2.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 43 voix pour, 10 voix contre, 3 abstentions et 4 n'ont pas pris par au vote,

. constate et approuve la reprise par anticipation des résultats de l'exercice 2024 et les restes à réaliser du budget annexe Zone d'activité n°2,

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 25 avril 2025

2025-49
BUDGET ANNEXE « MICRO CRECHE »
REPRISE ANTICIPEE DU RESULTAT 2024

L'article L2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les résultats de l'exécution budgétaire sont affectés par le Conseil Communautaire après constatation des résultats définitifs lors du vote du Compte Financier Unique (CFU).

Toutefois, avant le vote du CFU, l'assemblée délibérante peut décider, entre le 31 janvier et la date limite de vote des taux de la fiscalité directe locale, de procéder à la reprise anticipée des résultats de l'exercice clos.

La reprise anticipée porte obligatoirement sur la totalité des résultats et doit respecter les mêmes règles que l'affectation définitive des résultats. **Il ne peut y avoir de reprise partielle**. Aussi, qu'il y ait affectation d'un excédent ou reprise d'un déficit de fonctionnement, les restes à réaliser (RAR) font également l'objet d'une reprise anticipée.

Cette procédure de reprise anticipée des résultats se distingue de la procédure normale en ce que l'affectation en réserve R 1068, reste une prévision jusqu'à la production de la délibération d'affectation des résultats définitifs intervenant après le vote du CFU. Le titre de recettes sur le compte 1068 n'est produit qu'à l'issue de la délibération d'affectation des résultats.

La reprise est justifiée par une fiche de résultat prévisionnel établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable, ainsi que de l'état des restes à réaliser au 31 décembre (documents annexés à la délibération).

Les résultats de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement ainsi que la prévision d'affectation sont alors inscrits par anticipation au budget primitif de la Collectivité.

Il est possible au Conseil Communautaire de reprendre par anticipation des résultats 2024, c'est-à-dire de constater le résultat de clôture estimé de 2024 et de statuer sur l'affectation de ce résultat dans le budget primitif 2025.

Si le Compte Financier Unique venait à faire apparaître une différence entre les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devrait procéder à une régularisation et à la reprise des écarts dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du CFU et en tout état de cause avant la fin de l'exercice 2025.

BUDGET ANNEXE MICRO CRECHE	
REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS 2024 ET AFFECTATION PREVISIONNELLE AU BUDGET PRINCIPAL	
RESULTAT D'EXPLOITATION 2024	
A - Résultat de l'exercice 2024	3 142,99
B - Résultats antérieurs reportés	-
C - Résultats à affecter (A+B)	3 142,99
INVESTISSEMENT	
D - Solde d'exécution 2024	- 27 184,90
E - Résultats antérieurs reportés	- 434 349,16
F - Résultats à reporter (D+E)	- 461 534,06
G - Solde des restes à réaliser Investissement	- 2 571,58
H- BESOIN DE FINANCEMENT	464 105,64
1/ Affectation en réserves R 1068 en Investissement	3 142,99
2/ Résultat d'investissement reporté	- 461 534,06
3/ Résultat d'exploitation reporté	-

Vu la délibération n°2024-189 du 19 décembre 2024 actant la clôture du budget annexe Micro crèche et autorisant le transfert de l'actif, du passif et des résultats du budget annexe au budget principal,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-5 et R2311-13 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),
Vu les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M57,
Vu les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M4,
Vu les pièces justificatives prévues à l'article R2311-13 du CGCT et annexées à la présente délibération,

Il est proposé que l'ensemble de ces montants soit inscrit dans le budget primitif 2025 du budget principal.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 40 voix pour, 13 voix contre, 3 abstentions et 4 n'ont pas pris par au vote,

. constate et approuve la reprise par anticipation des résultats de l'exercice 2024 et les restes à réaliser du budget annexe Micro crèche,

. décide de transférer ces résultats et les restes à réaliser du budget annexe Micro crèche au budget principal,

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 25 avril 2025

2025-50
BUDGET ANNEXE « LA NOUVELLE SCENE »
REPRISE ANTICIPEE DU RESULTAT 2024

L'article L2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les résultats de l'exécution budgétaire sont affectés par le Conseil Communautaire après constatation des résultats définitifs lors du vote du Compte Financier Unique (CFU).

Toutefois, avant le vote du CFU, l'assemblée délibérante peut décider, entre le 31 janvier et la date limite de vote des taux de la fiscalité directe locale, de procéder à la reprise anticipée des résultats de l'exercice clos.

La reprise anticipée porte obligatoirement sur la totalité des résultats et doit respecter les mêmes règles que l'affectation définitive des résultats. **Il ne peut y avoir de reprise partielle**. Aussi, qu'il y ait affectation d'un excédent ou reprise d'un déficit de fonctionnement, les restes à réaliser (RAR) font également l'objet d'une reprise anticipée.

Cette procédure de reprise anticipée des résultats se distingue de la procédure normale en ce que l'affectation en réserve R 1068, reste une prévision jusqu'à la production de la délibération d'affectation des résultats définitifs intervenant après le vote du CFU. Le titre de recettes sur le compte 1068 n'est produit qu'à l'issue de la délibération d'affectation des résultats.

La reprise est justifiée par une fiche de résultat prévisionnel établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable, ainsi que de l'état des restes à réaliser au 31 décembre (documents annexés à la délibération).

Les résultats de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement ainsi que la prévision d'affectation sont alors inscrits par anticipation au budget primitif de la Collectivité.

Il est possible au Conseil Communautaire de reprendre par anticipation des résultats 2024, c'est-à-dire de constater le résultat de clôture estimé de 2024 et de statuer sur l'affectation de ce résultat dans le budget primitif 2025.

Si le Compte Financier Unique venait à faire apparaître une différence entre les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devrait procéder à une régularisation et à la reprise des écarts dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du CFU et en tout état de cause avant la fin de l'exercice 2025.

BUDGET ANNEXE LA NOUVELLE SCENE	
REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS 2024 ET AFFECTATION PREVISIONNELLE	
RESULTAT D'EXPLOITATION 2024	
A - Résultat de l'exercice 2024	- 57 417,59
B - Résultats antérieurs reportés	- 216 887,37
C - Résultats à affecter (A+B)	- 274 304,96
INVESTISSEMENT	
D - Solde d'exécution 2024	- 25 553,67
E - Résultats antérieurs reportés	- 22 251,70
F - Résultats à reporter (D+E)	- 47 805,37
G - Solde des restes à réaliser Investissement	- 1 928,44
H- BESOIN DE FINANCEMENT	49 733,81

1/ Affectation en réserves R 1068 en Investissement	-
2/ Résultat d'investissement reporté	- 47 805,37
3/ Résultat d'exploitation reporté	- 274 304,96

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-5 et R2311-13 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),
Vu les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu les pièces justificatives prévues à l'article R2311-13 du CGCT et annexées à la présente délibération,

Il est proposé que l'ensemble de ces montants soit inscrit dans le budget primitif 2025 du budget annexe La Nouvelle Scène.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 34 voix pour, 17 voix contre, 6 abstentions et 3 n'ont pas pris part au vote,

. constate et approuve la reprise par anticipation des résultats de l'exercice 2024 et les restes à réaliser du budget annexe La Nouvelle Scène.

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 25 avril 2025

2025-51

BUDGET ANNEXE « COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS »

REPRISE ANTICIPEE DU RESULTAT 2024

L'article L2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les résultats de l'exécution budgétaire sont affectés par le Conseil Communautaire après constatation des résultats définitifs lors du vote du Compte Financier Unique (CFU).

Toutefois, avant le vote du CFU, l'assemblée délibérante peut décider, entre le 31 janvier et la date limite de vote des taux de la fiscalité directe locale, de procéder à la reprise anticipée des résultats de l'exercice clos.

La reprise anticipée porte obligatoirement sur la totalité des résultats et doit respecter les mêmes règles que l'affectation définitive des résultats. **Il ne peut y avoir de reprise partielle**. Aussi, qu'il y ait affectation d'un excédent ou reprise d'un déficit de fonctionnement, les restes à réaliser (RAR) font également l'objet d'une reprise anticipée.

Cette procédure de reprise anticipée des résultats se distingue de la procédure normale en ce que l'affectation en réserve R 1068, reste une prévision jusqu'à la production de la délibération d'affectation des résultats définitifs intervenant après le vote du CFU. Le titre de recettes sur le compte 1068 n'est produit qu'à l'issue de la délibération d'affectation des résultats.

La reprise est justifiée par une fiche de résultat prévisionnel établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable, ainsi que de l'état des restes à réaliser au 31 décembre (documents annexés à la délibération).

Les résultats de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement ainsi que la prévision d'affectation sont alors inscrits par anticipation au budget primitif de la Collectivité.

Il est possible au Conseil Communautaire de reprendre par anticipation des résultats 2024, c'est-à-dire de constater le résultat de clôture estimé de 2024 et de statuer sur l'affectation de ce résultat dans le budget primitif 2025.

Si le Compte Financier Unique venait à faire apparaître une différence entre les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devrait procéder à une régularisation et à la reprise des écarts dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du CFU et en tout état de cause avant la fin de l'exercice 2025.

BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS	
REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS 2024 ET AFFECTATION PREVISIONNELLE	
RESULTAT D'EXPLOITATION 2024	
A - Résultat de l'exercice 2024	157 002,46
B - Résultats antérieurs reportés	-
C - Résultats à affecter (A+B)	157 002,46
INVESTISSEMENT	
D - Solde d'exécution 2024	- 184 074,83
E - Résultats antérieurs reportés	48 930,12
F - Résultats à reporter (D+E)	- 135 144,71
G - Solde des restes à réaliser Investissement	- 41 700,90
H- BESOIN DE FINANCEMENT	176 845,61

1/ Affectation en réserves R 1068 en Investissement	157 002,46
2/ Résultat d'investissement reporté	- 135 144,71
3/ Résultat d'exploitation reporté	-

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-5 et R2311-13 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),
Vu les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu les pièces justificatives prévues à l'article R2311-13 du CGCT et annexées à la présente délibération,

Il est proposé que l'ensemble de ces montants soit inscrit dans le budget primitif 2025 du budget annexe Collecte et traitement des déchets.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 39 voix pour, 15 voix contre, 3 abstentions et 3 n'ont pas pris part au votre,

. constate et approuve la reprise par anticipation des résultats de l'exercice 2024 et les restes à réaliser du budget annexe Collecte et traitement des déchets,

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 25 avril 2025

2025-52
BUDGET ANNEXE « CENTRE AQUATIQUE »
REPRISE ANTICIPEE DU RESULTAT 2024

L'article L2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les résultats de l'exécution budgétaire sont affectés par le Conseil Communautaire après constatation des résultats définitifs lors du vote du Compte Financier Unique (CFU).

Toutefois, avant le vote du CFU, l'assemblée délibérante peut décider, entre le 31 janvier et la date limite de vote des taux de la fiscalité directe locale, de procéder à la reprise anticipée des résultats de l'exercice clos.

La reprise anticipée porte obligatoirement sur la totalité des résultats et doit respecter les mêmes règles que l'affectation définitive des résultats. **Il ne peut y avoir de reprise partielle**. Aussi, qu'il y ait affectation d'un excédent ou reprise d'un déficit de fonctionnement, les restes à réaliser (RAR) font également l'objet d'une reprise anticipée.

Cette procédure de reprise anticipée des résultats se distingue de la procédure normale en ce que l'affectation en réserve R 1068, reste une prévision jusqu'à la production de la délibération d'affectation des résultats définitifs intervenant après le vote du CFU. Le titre de recettes sur le compte 1068 n'est produit qu'à l'issue de la délibération d'affectation des résultats.

La reprise est justifiée par une fiche de résultat prévisionnel établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable, ainsi que de l'état des restes à réaliser au 31 décembre (documents annexés à la délibération).

Les résultats de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement ainsi que la prévision d'affectation sont alors inscrits par anticipation au budget primitif de la Collectivité.

Il est possible au Conseil Communautaire de reprendre par anticipation des résultats 2024, c'est-à-dire de constater le résultat de clôture estimé de 2024 et de statuer sur l'affectation de ce résultat dans le budget primitif 2025.

Si le Compte Financier Unique venait à faire apparaître une différence entre les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devrait procéder à une régularisation et à la reprise des écarts dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du CFU et en tout état de cause avant la fin de l'exercice 2025.

BUDGET ANNEXE CENTRE AQUATIQUE	
REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS 2024 ET AFFECTATION PREVISIONNELLE	
RESULTAT D'EXPLOITATION 2024	
A - Résultat de l'exercice 2024	- 126 485,59
B - Résultats antérieurs reportés	- 690 895,48
C - Résultats à affecter (A+B)	- 817 381,07
INVESTISSEMENT	
D - Solde d'exécution 2024	18 746,73
E - Résultats antérieurs reportés	12 262,96
F - Résultats à reporter (D+E)	31 009,69
G - Solde des restes à réaliser Investissement	- 8 456,13
H- BESOIN DE FINANCEMENT	-
1/ Affectation en réserves R 1068 en Investissement	-
2/ Résultat d'investissement reporté	31 009,69
3/ Résultat d'exploitation reporté	- 817 381,07

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-5 et R2311-13 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),
Vu les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M57,
Vu les pièces justificatives prévues à l'article R2311-13 du CGCT et annexées à la présente délibération,

Il est proposé que l'ensemble de ces montants soit inscrit dans le budget primitif 2025 du budget annexe Centre Aquatique.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 38 voix pour, 15 voix contre, 2 abstentions et 5 n'ont pas pris par au vote,

. constate et approuve la reprise par anticipation des résultats de l'exercice 2024 et les restes à réaliser du budget annexe Centre Aquatique,

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 25 avril 2025

2025-53
BUDGET ANNEXE « BATIMENT INDUSTRIEL A VOCATION LOCATIVE »
REPRISE ANTICIPEE DU RESULTAT 2024

L'article L2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les résultats de l'exécution budgétaire sont affectés par le Conseil Communautaire après constatation des résultats définitifs lors du vote du Compte Financier Unique (CFU).

Toutefois, avant le vote du CFU, l'assemblée délibérante peut décider, entre le 31 janvier et la date limite de vote des taux de la fiscalité directe locale, de procéder à la reprise anticipée des résultats de l'exercice clos.

La reprise anticipée porte obligatoirement sur la totalité des résultats et doit respecter les mêmes règles que l'affectation définitive des résultats. **Il ne peut y avoir de reprise partielle**. Aussi, qu'il y ait affectation d'un excédent ou reprise d'un déficit de fonctionnement, les restes à réaliser (RAR) font également l'objet d'une reprise anticipée.

Cette procédure de reprise anticipée des résultats se distingue de la procédure normale en ce que l'affectation en réserve R 1068, reste une prévision jusqu'à la production de la délibération d'affectation des résultats définitifs intervenant après le vote du CFU. Le titre de recettes sur le compte 1068 n'est produit qu'à l'issue de la délibération d'affectation des résultats.

La reprise est justifiée par une fiche de résultat prévisionnel établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable, ainsi que de l'état des restes à réaliser au 31 décembre (documents annexés à la délibération).

Les résultats de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement ainsi que la prévision d'affectation sont alors inscrits par anticipation au budget primitif de la Collectivité.

Il est possible au Conseil Communautaire de reprendre par anticipation des résultats 2024, c'est-à-dire de constater le résultat de clôture estimé de 2024 et de statuer sur l'affectation de ce résultat dans le budget primitif 2025.

Si le Compte Financier Unique venait à faire apparaître une différence entre les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devrait procéder à une régularisation et à la reprise des écarts dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du CFU et en tout état de cause avant la fin de l'exercice 2025.

BUDGET ANNEXE BATIMENT INDUSTRIEL	
REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS 2024 ET AFFECTATION PREVISIONNELLE	
RESULTAT D'EXPLOITATION 2024	
A - Résultat de l'exercice 2024	73 489,60
B - Résultats antérieurs reportés	- 50 796,29
C - Résultats à affecter (A+B)	22 693,31
INVESTISSEMENT	
D - Solde d'exécution 2024	26 960,82
E - Résultats antérieurs reportés	46 666,45
F - Résultats à reporter (D+E)	73 627,27
G - Solde des restes à réaliser Investissement	- 24 707,68
H- BESOIN DE FINANCEMENT	
1/ Affectation en réserves R 1068 en Investissement	-
2/ Résultat d'investissement reporté	73 627,27
3/ Résultat d'exploitation reporté	22 693,31

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-5 et R2311-13 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),
Vu les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M4,
Vu les pièces justificatives prévues à l'article R2311-13 du CGCT et annexées à la présente délibération,

Il est proposé que l'ensemble de ces montants soit inscrit dans le budget primitif 2025 du budget annexe Bâtiment Industriel à vocation locative.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 40 voix pour, 12 voix contre, 4 abstentions et 4 n'ont pas pris part au vote,

. constate et approuve la reprise par anticipation des résultats de l'exercice 2024 et les restes à réaliser du budget annexe Bâtiment Industriel à vocation locative.

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 25 avril 2025

2025-54
BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF »
REPRISE ANTICIPEE DU RESULTAT 2024

L'article L2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les résultats de l'exécution budgétaire sont affectés par le Conseil Communautaire après constatation des résultats définitifs lors du vote du Compte Financier Unique (CFU).

Toutefois, avant le vote du CFU, l'assemblée délibérante peut décider, entre le 31 janvier et la date limite de vote des taux de la fiscalité directe locale, de procéder à la reprise anticipée des résultats de l'exercice clos.

La reprise anticipée porte obligatoirement sur la totalité des résultats et doit respecter les mêmes règles que l'affectation définitive des résultats. **Il ne peut y avoir de reprise partielle**. Aussi, qu'il y ait affectation d'un excédent ou reprise d'un déficit de fonctionnement, les restes à réaliser (RAR) font également l'objet d'une reprise anticipée.

Cette procédure de reprise anticipée des résultats se distingue de la procédure normale en ce que l'affectation en réserve R 1068, reste une prévision jusqu'à la production de la délibération d'affectation des résultats définitifs intervenant après le vote du CFU. Le titre de recettes sur le compte 1068 n'est produit qu'à l'issue de la délibération d'affectation des résultats.

La reprise est justifiée par une fiche de résultat prévisionnel établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable, ainsi que de l'état des restes à réaliser au 31 décembre (documents annexés à la délibération).

Les résultats de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement ainsi que la prévision d'affectation sont alors inscrits par anticipation au budget primitif de la Collectivité.

Il est possible au Conseil Communautaire de reprendre par anticipation des résultats 2024, c'est-à-dire de constater le résultat de clôture estimé de 2024 et de statuer sur l'affectation de ce résultat dans le budget primitif 2025.

Si le Compte Financier Unique venait à faire apparaître une différence entre les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devrait procéder à une régularisation et à la reprise des écarts dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du CFU et en tout état de cause avant la fin de l'exercice 2025.

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	
REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS 2024 ET AFFECTATION PREVISIONNELLE	
RESULTAT D'EXPLOITATION 2024	
A - Résultat de l'exercice 2024	26 398,28
B - Résultats antérieurs reportés	10 743,17
C - Résultats à affecter (A+B)	37 141,45
INVESTISSEMENT	
D - Solde d'exécution 2024	- 264,00
E - Résultats antérieurs reportés	8 137,70
F - Résultats à reporter (D+E)	7 873,70
G - Solde des restes à réaliser Investissement	-
H- BESOIN DE FINANCEMENT	-
1/ Affectation en réserves R 1068 en Investissement	-
2/ Résultat d'investissement reporté	7 873,70
3/ Résultat d'exploitation reporté	37 141,45

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-5 et R2311-13 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),
Vu les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M49,
Vu les pièces justificatives prévues à l'article R2311-13 du CGCT et annexées à la présente délibération,

Il est proposé que l'ensemble de ces montants soit inscrit dans le budget primitif 2025 du budget annexe Assainissement Non Collectif.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 40 voix pour, 11 voix contre, 4 abstentions et 5 n'ont pas pris part au vote,

. constate et approuve la reprise par anticipation des résultats de l'exercice 2024 et les restes à réaliser du budget annexe Assainissement Non Collectif.

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 25 avril 2025

2025-55
BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT COLLECTIF »
REPRISE ANTICIPEE DU RESULTAT 2024

L'article L2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les résultats de l'exécution budgétaire sont affectés par le Conseil Communautaire après constatation des résultats définitifs lors du vote du Compte Financier Unique (CFU).

Toutefois, avant le vote du CFU, l'assemblée délibérante peut décider, entre le 31 janvier et la date limite de vote des taux de la fiscalité directe locale, de procéder à la reprise anticipée des résultats de l'exercice clos.

La reprise anticipée porte obligatoirement sur la totalité des résultats et doit respecter les mêmes règles que l'affectation définitive des résultats. **Il ne peut y avoir de reprise partielle**. Aussi, qu'il y ait affectation d'un excédent ou reprise d'un déficit de fonctionnement, les restes à réaliser (RAR) font également l'objet d'une reprise anticipée.

Cette procédure de reprise anticipée des résultats se distingue de la procédure normale en ce que l'affectation en réserve R 1068, reste une prévision jusqu'à la production de la délibération d'affectation des résultats définitifs intervenant après le vote du CFU. Le titre de recettes sur le compte 1068 n'est produit qu'à l'issue de la délibération d'affectation des résultats.

La reprise est justifiée par une fiche de résultat prévisionnel établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable, ainsi que de l'état des restes à réaliser au 31 décembre (documents annexés à la délibération).

Les résultats de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement ainsi que la prévision d'affectation sont alors inscrits par anticipation au budget primitif de la Collectivité.

Il est possible au Conseil Communautaire de reprendre par anticipation des résultats 2024, c'est-à-dire de constater le résultat de clôture estimé de 2024 et de statuer sur l'affectation de ce résultat dans le budget primitif 2025.

Si le Compte Financier Unique venait à faire apparaître une différence entre les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devrait procéder à une régularisation et à la reprise des écarts dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du CFU et en tout état de cause avant la fin de l'exercice 2025.

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT COLLECTIF	
REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS 2024 ET AFFECTATION PREVISIONNELLE	
RESULTAT D'EXPLOITATION 2024	
A - Résultat de l'exercice 2024	356 176,13
B - Résultats antérieurs reportés	390 440,52
C - Résultats à affecter (A+B)	746 616,65
INVESTISSEMENT	
D - Solde d'exécution 2024	273 474,21
E - Résultats antérieurs reportés	1 422 330,65
F - Résultats à reporter (D+E)	1 695 804,86
G - Solde des restes à réaliser Investissement	- 55 112,14
H- BESOIN DE FINANCEMENT	-

1/ Affectation en réserves R 1068 en Investissement	-
2/ Affectation en réserve réglementée R 1064 en Investissement (plus-value cession 2024)	997,89
3/ Résultat d'investissement reporté	1 695 804,86
4/ Résultat d'exploitation reporté	745 618,76

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-5 et R2311-13 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),
Vu les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M49,
Vu les pièces justificatives prévues à l'article R2311-13 du CGCT et annexées à la présente délibération,

Il est proposé que l'ensemble de ces montants soit inscrit dans le budget primitif 2025 du budget annexe Assainissement Collectif.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 38 voix pour, 14 voix contre, 3 abstentions et 5 n'ont pas pris part au vote,

. constate et approuve la reprise par anticipation des résultats de l'exercice 2024 et les restes à réaliser du budget annexe Assainissement Collectif.

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 25 avril 2025

Monsieur SCHIETTECATTE : On ne peut pas voter ce soir les points 22,25,26,27. Nous allons passer au point 23.

2025-56
VOTE DU BUDGET ANNEXE ZONE D'ACTIVITE ECONOMIQUE D'EPPEVILLE 2025

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la nomenclature M57,
Vu la tenue du Débat d'orientations budgétaires par le Conseil Communautaire en sa séance du 20 mars 2025,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 36 voix pour, 17 voix contre, 4 abstentions et 3 n'ont pas pris part au vote,

. adopte le budget primitif 2025 du Budget annexe ZAE Eppeville, tel qu'il peut être résumé :

ZAEE	
Fonctionnement	
Recettes	**Propositions 2025**
70 – Produits des services, du domaine et ventes diverses	12 400,00 €
75 - Autres produits de gestion courante	0,65 €
042 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	10 000,00 €
002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit)	221 952,56 €
TOTAL	**244 353,21 €**
Dépenses	**Propositions 2025**
011 – Charges à caractère général	- €
65 - Autres charges de gestion courante	235 998,02 €
042 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	8 355,19 €
023 – Virement à la section d'investissement	- €
TOTAL	**244 353,21 €**

ZAEE	
Investissement	
Recettes	**Propositions 2025**
16 – Emprunts et dettes assimilées	- €
021 – Virement de la section de fonctionnement	- €
040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	8 355,19 €
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	1 644,81 €
TOTAL	**10 000,00 €**
Dépenses	**Propositions 2025**
040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	10 000,00 €
TOTAL	**10 000,00 €**

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 25 avril 2025

2025-57
VOTE DU BUDGET ANNEXE ZONE D'ACTIVITE N°2 2025

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la nomenclature M 4,
Vu la tenue du Débat d'orientations budgétaires par le Conseil Communautaire en sa séance du 20 mars 2025,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 34 voix pour, 19 voix contre, 4 abstentions et 3 n'ont pas pris part au vote,

. adopte le budget primitif 2025 du Budget annexe Zone d'activité n°2, tel qu'il peut être résumé :

ZA2 Fonctionnement	
Recettes	**Propositions 2025**
70 – Produits des services, du domaine et ventes diverses	- €
77 – Produits exceptionnels	- €
042 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	459 017,15 €
002 - Résultat d'exploitation reporté (excédent ou déficit)	518 813,25 €
TOTAL	**977 830,40 €**
Dépenses	**Propositions 2025**
011 – Charges à caractère général	459 196,10 €
65 – Autres charges de gestion courante	- €
023 - Virement à la section d'investissement	61 867,15 €
042 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	456 767,15 €
TOTAL	**977 830,40 €**

ZA2 Investissement	
Recettes	**Propositions 2025**
16 – Emprunts et dettes assimilées	- €
040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	456 767,15 €
021 - Virement de la section d'exploitation	61 867,15 €
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	20 382,85 €
TOTAL	**539 017,15 €**
Dépenses	**Propositions 2025**
16 - Emprunts et dettes assimilées	80 000,00 €
040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	459 017,15 €
TOTAL	**539 017,15 €**

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 25 avril 2025

2025-58
VOTE DU BUDGET ANNEXE BATIMENTS INDUSTRIELS A VOCATION LOCATIVE 2025

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la nomenclature M 4,
Vu la tenue du Débat d'orientations budgétaires par le Conseil Communautaire en sa séance du 20 mars 2025,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 36 voix pour, 18 voix contre, 3 abstentions et 3 n'ont pas pris part au vote,

. adopte le budget primitif 2025 du Budget annexe Bâtiments industriels à vocation locative, tel qu'il peut être résumé :

Batiments industriels à vocation locative			
Fonctionnement			
Recettes	**Propositions 2025**	**RAR**	**TOTAL**
70 – Produits des services, du domaine et ventes diverses	- €	- €	- €
75 – Autres produits de gestion courante	201 736,00 €	- €	201 736,00 €
77 – Produits exceptionnels	- €	- €	- €
042 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	13 705,02 €	- €	13 705,02 €
002 - Résultat d'exploitation reporté (excédent)	22 693,31 €	- €	22 693,31 €
TOTAL	**238 134,33 €**	**- €**	**238 134,33 €**
Dépenses	**Propositions 2025**	**RAR**	**TOTAL**
011 – Charges à caractère général	86 550,00 €	- €	86 550,00 €
012 – Charges de personnel et frais assimilés	- €	- €	- €
65 – Autres charges de gestion courante	1 500,00 €	- €	1 500,00 €
66 - Charges financières	340,00 €	- €	340,00 €
67 – Charges exceptionnelles	1 000,00 €	- €	1 000,00 €
68 - Dotations aux amortissements et aux provisions	5 000,00 €	- €	5 000,00 €
022 - Dépenses imprévues (exploitation)	16 744,33 €	- €	16 744,33 €
023 – Virement à la section d'investissement	- €	- €	- €
042 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	127 000,00 €	- €	127 000,00 €
002 - Résultat d'exploitation reporté (déficit)	- €	- €	- €
TOTAL	**238 134,33 €**	**- €**	**238 134,33 €**

Batiments industriels à vocation locative			
Investissement			
Recettes	**Propositions 2025**	**RAR**	**TOTAL**
10 – Dotations, fonds divers et réserves	- €	- €	- €
16 – Emprunts et dettes assimilées	- €	- €	- €
040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	127 000,00 €	- €	127 000,00 €
021 – Virement de la section de fonctionnement	- €	- €	- €
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	73 627,27 €	- €	73 627,27 €
TOTAL	**200 627,27 €**	**- €**	**200 627,27 €**
Dépenses	**Propositions 2025**	**RAR**	**TOTAL**
21 – Immobilisations corporelles	1 500,00 €	- €	1 500,00 €
23 – Immobilisations en cours	- €	24 079,43 €	24 079,43 €
16 – Emprunts et dettes assimilées	76 945,00 €	628,25 €	77 573,25 €
020 - Dépenses imprévues (investissement)	83 769,57 €		83 769,57 €
040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	13 705,02 €	- €	13 705,02 €
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	- €	- €	- €
TOTAL	**175 919,59 €**	**24 707,68 €**	**200 627,27 €**

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 25 avril 2025

Monsieur RIOJA : Avant de passer au point suivant, je rappelle à l'assemblée que vous ne devez pas partir avant que toutes les signatures soient faites. S'il vous plait, vérifiez avant de partir. Merci.

Monsieur DEMULE : Puisqu'on est dans les rappels, je vais en profiter pour conseiller aux vice-présidents de bien couper leur micro. Comme ça, s'ils font des remarques aux élus qui sont absents dans la salle, cela évitera qu'on les entende. En l'occurrence, un des vice-présidents a dit tout à l'heure, j'étais absent, que je n'étais pas à l'aise, je pense qu'aucun élu n'est à l'aise ce soir. Mais j'étais droit dans mes bottes quand j'ai pris mes décisions. A bon entendeur merci.

2025-59
VOTE DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF 2025

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la nomenclature M 49,
Vu la tenue du Débat d'orientations budgétaires par le Conseil Communautaire en sa séance du 20 mars 2025,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 36 voix pour, 18 voix contre, 4 abstentions et 2 n'ont pas pris part au vote,

. adopte le budget primitif 2025 du Budget annexe Assainissement non collectif, tel qu'il peut être résumé :

Assainissement non collectif			
Fonctionnement			
Recettes	**Propositions 2025**	**RAR**	**TOTAL**
70 – Produits des services, du domaine et ventes diverses	118 625,00 €	- €	118 625,00 €
75 – Autres produits de gestion courante	2 102,80 €	- €	2 102,80 €
002 - Résultat d'exploitation reporté (excédent)	37 141,45 €	- €	37 141,45 €
TOTAL	**157 869,25 €**	**- €**	**157 869,25 €**
Dépenses	**Propositions 2025**	**RAR**	**TOTAL**
011 – Charges à caractère général	11 689,00 €	- €	11 689,00 €
012 – Charges de personnel et frais assimilés	97 125,00 €	- €	97 125,00 €
022 – Dépenses imprévues	16 228,95 €	- €	16 228,95 €
65 – Autres charges de gestion courante	4 200,00 €	- €	4 200,00 €
67 – Charges exceptionnelles	9 500,00 €	- €	9 500,00 €
68 – Dotations aux amortissements et provisions	2 500,00 €	- €	2 500,00 €
023 – Virement à la section d'investissement	13 126,30 €	- €	13 126,30 €
042 - Opérations d'ordre de transfert entre section	3 500,00 €	- €	3 500,00 €
002 - Résultat d'exploitation reporté (excédent ou déficit)	- €	- €	- €
TOTAL	**157 869,25 €**	**- €**	**157 869,25 €**

Assainissement non collectif			
Investissement			
Recettes	**Propositions 2025**	**RAR**	**TOTAL**
040 - Opérations d'ordre de transfert entre section	3 500,00 €	- €	3 500,00 €
021 – Virement de la section de fonctionnement	13 126,30 €	- €	13 126,30 €
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	7 873,70 €	- €	7 873,70 €
TOTAL	**24 500,00 €**	**- €**	**24 500,00 €**
Dépenses	**Propositions 2025**	**RAR**	**TOTAL**
458101 - H2s traitement	2 102,80 €	- €	2 102,80 €
16 – Emprunts et dettes assimilées	4 078,00 €	- €	4 078,00 €
21 - Immobilisations corporelles	15 000,00 €	- €	15 000,00 €
020 - Dépenses imprévues (investissement)	3 319,20 €	- €	3 319,20 €
TOTAL	**24 500,00 €**	**- €**	**24 500,00 €**

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 25 avril 2025

2025-60
VOTE DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT COLLECTIF 2025

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la nomenclature M 49,
Vu la tenue du Débat d'orientations budgétaires par le Conseil Communautaire en sa séance du 20 mars 2025,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 34 voix pour, 21 voix contre, 3 abstentions et 2 n'ont pas pris part au vote,

.adopte le budget primitif 2025 du Budget annexe Assainissement collectif, tel qu'il peut être résumé :

Assainissement collectif										
Fonctionnement				dont 9211		dont 9212		dont 9213		
Recettes	**Propositions 2025**	**RAR**	**TOTAL**	*Propositions 2025*	*RAR*	*Propositions 2025*	*RAR*	*Propositions 2025*	*RAR*
70 – Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 437 396,37 €	- €	1 437 396,37 €	*835 250,00 €*		*412 356,37 €*		*189 790,00 €*	
74 – Dotations, subventions et participations	10 000,00 €	- €	10 000,00 €	*10 000,00 €*					
78 - Reprises sur amortissements et provisions		- €	- €						
77 – Produits exceptionnels	10 040,00 €	- €	10 040,00 €					*10 040,00 €*	
042 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	41 260,00 €	- €	41 260,00 €	*32 509,65 €*		*7 995,53 €*		*754,82 €*	
002 - Résultat d'exploitation reporté (excédent)	745 618,76 €	- €	745 618,76 €	*680 901,95 €*		*64 716,81 €*			
TOTAL	**2 244 315,13 €**	**- €**	**2 244 315,13 €**	*1 558 661,60 €*	*- €*	*485 068,71 €*	*- €*	*200 584,82 €*	*- €*
Dépenses	**Propositions 2025**	**RAR**	**TOTAL**	*Propositions 2025*	*RAR*	*Propositions 2025*	*RAR*	*Propositions 2025*	*RAR*
011 – Charges à caractère général	289 183,30 €	- €	289 183,30 €	*89 482,23 €*		*195 608,76 €*		*4 092,31 €*	
012 – Charges de personnel et frais assimilés	60 750,00 €	- €	60 750,00 €	*40 755,72 €*		*13 089,78 €*		*6 904,50 €*	
014 – Atténuation de produits		- €	- €	*- €*		*- €*		*- €*	
022 – Dépenses imprévues	37 031,56 €	- €	37 031,56 €	*37 031,56 €*					
65 – Autres charges de gestion courante	111 350,27 €	- €	111 350,27 €	*25 050,27 €*		*900,00 €*		*85 400,00 €*	
66 – Charges financières	25 000,00 €	- €	25 000,00 €	*621,05 €*		*13 190,94 €*		*11 188,01 €*	
67 – Charges exceptionnelles	3 000,00 €	- €	3 000,00 €	*2 000,00 €*		*1 000,00 €*			
68 – Dotations aux amortissements et provisions	2 000,00 €	- €	2 000,00 €	*1 000,00 €*		*1 000,00 €*			
042 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	758 000,00 €	- €	758 000,00 €	*479 366,22 €*		*185 000,00 €*		*93 633,78 €*	
023 – Virement à la section d'investissement	958 000,00 €	- €	958 000,00 €	*958 000,00 €*					
002 - Résultat d'exploitation reporté (excédent ou déficit)		- €	- €						
TOTAL	**2 244 315,13 €**	**- €**	**2 244 315,13 €**	*1 633 307,05 €*	*- €*	*409 789,48 €*	*- €*	*201 218,60 €*	*- €*

Assainissement collectif									
Investissement				dont 9211		dont 9212		dont 9213	
Recettes	**Propositions 2025**	**RAR**	**TOTAL**	*Propositions 2025*	*RAR*	*Propositions 2025*	*RAR*	*Propositions 2025*	*RAR*
021 – Virement de la section de fonctionnement	958 000,00 €	- €	958 000,00 €	*958 000,00 €*					
10 – Dotations, fonds divers et réserves	997,89 €	- €	997,89 €	*997,89 €*					
13 – Subventions d'investissement		- €	- €						
27 - Autres immobilisations financières	4 128,27 €	- €	4 128,27 €	*4 128,27 €*					
16 – Emprunts et dettes assimilées		- €	- €						
040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	758 000,00 €	- €	758 000,00 €	*479 366,22 €*		*185 000,00 €*		*93 633,78 €*	
041 - Opérations patrimoniales		- €	- €						
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	1 695 804,86 €	- €	1 695 804,86 €	*1 408 637,81 €*		*281 001,22 €*		*6 165,83 €*	
TOTAL	**3 416 931,02 €**	**- €**	**3 416 931,02 €**	*2 851 130,19 €*	*- €*	*466 001,22 €*	*- €*	*99 799,61 €*	*- €*
Dépenses	**Propositions 2025**	**RAR**	**TOTAL**	*Propositions 2025*	*RAR*	*Propositions 2025*	*RAR*	*Propositions 2025*	*RAR*
040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	41 260,00 €	- €	41 260,00 €	*32 509,65 €*		*7 995,53 €*		*754,82 €*	
041 - Opérations patrimoniales		- €	- €						
020 - Dépenses imprévues (investissement)	140 000,00 €	- €	140 000,00 €	*140 000,00 €*					
10 - Dotations, fonds divers et réserves		- €	- €						
16 – Emprunts et dettes assimilées	175 323,00 €	- €	175 323,00 €	*77 555,00 €*		*69 813,00 €*		*27 955,00 €*	
20 – Immobilisations incorporelles		38 230,20 €	38 230,20 €	*- €*	*19 206,00 €*	*- €*	*19 024,20 €*		
21 – Immobilisations corporelles	173 800,00 €	16 881,94 €	190 681,94 €	*100 000,00 €*	*3 704,94 €*	*50 000,00 €*	*13 177,00 €*	*23 800,00 €*	
23 – Immobilisations en cours	2 831 435,88 €	- €	2 831 435,88 €	*2 428 034,88 €*		*403 401,00 €*			
TOTAL	**3 361 818,88 €**	**55 112,14 €**	**3 416 931,02 €**	*2 778 099,53 €*	*22 910,94 €*	*531 209,53 €*	*32 201,20 €*	*52 509,82 €*	*- €*

Reçu à la Préfecture de la Somme
Le 25 avril 2025

Monsieur RIOJA : Avant de clore la séance, je souhaite remercier très vivement et très solennellement toute l'équipe administrative de l'intercommunalité pour le travail accompli plus que sérieusement. Nous avons notre conscience pour nous et je peux vous dire que les chiffres que l'on vous a annoncé, sont clairs, nets et précis, vous l'avez-vous-même évoqué et je vous en remercie durant le DOB. Encore une fois merci à tous pour votre travail accompli et je souhaite que vous continuiez dans ce sens. Merci.

Séance levée à 20 heures 30 mn.

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'EST DE LA SOMME
80400
EPPEVILLE

Le secrétaire de séance,
Catherine LARDOUX

Le Président
José RIOJA